



كلية الآداب بقنا	الكلية
قسم اللغة الفرنسية	القسم
الأولى آداب فرنسي (البرنامج المميز)	الفرقة
الترجمة من اللغة الفرنسية و إليها	المقرر
د/عادل كامل محمد سليمان	مدرس المقرر
الفصل الدراسي الأول ٢٠٢٣-٢٠٢٤	العام الجامعي

La traduction comme moyen de contact de langues

Deux ou plusieurs langues peuvent être dites en contact si elles sont employées alternativement par les mêmes personnes. Et le fait, pour une même personne, d'employer deux langues alternativement est ce qu'il faut appeler, dans tous les cas, bilinguisme.

Du seul fait que deux langues sont en contact dans la pratique alternée d'un même individu, on peut généralement relever dans le langage de cet individu des « exemples d'écart par rapport aux normes de chacune des deux langues », écarts qui se produisent en tant que conséquence de sa pratique de plus d'une langue. Ces écarts constituent les interférences des deux langues l'une sur l'autre dans le parler de cet individu. Par exemple, ayant comme langue première le français, qui dit : un simple soldat, cet individu transférera le même concept en anglais sous la forme : a simple soldier, au lieu de la forme anglaise existante : a private.

Quelques linguistes insistent sur ce point, que le lieu de contact de langues, c'est-à-dire le lieu où se réalisent des interférences entre deux langues — interférences qui peuvent se maintenir, ou disparaître — est toujours un locuteur individuel.

L'observation du comportement des langues dans des situations de contact, à travers les phénomènes d'interférence et leurs effets sur les normes de chacune des deux langues exposées au contact offre une méthode originale pour étudier les structures du langage. Pour vérifier, notamment, si les systèmes— phonologiques, lexicaux, morphologiques, syntaxiques — constitués par les langues sont bien des systèmes, c'est-à-dire des ensembles tellement solidaires en toutes leurs parties que toute modification sur un seul point [toute interférence, ici] peut, de proche en proche, altérer tout l'ensemble . Ou pour vérifier, de plus, si tels ou tels de ces systèmes, ou parties de système, la morphologie par exemple, sont impénétrables les uns aux autres de langue à langue.

Pourquoi étudier la traduction comme un contact de langues?

Bilingue par définition, le traducteur est bien, sans contestation possible, lieu d'un contact entre deux (ou plusieurs) langues employées alternativement par le même individu, même si le sens dans lequel il « emploie » alternativement les deux langues est, alors, un peu particulier. Sans contestation possible non plus, l'influence de la langue qu'il traduit sur la langue dans laquelle il traduit peut être décelée par des interférences particulières, qui, dans ce cas précis, sont des erreurs ou fautes de traduction, ou bien des comportements linguistiques très marqués chez les traducteurs : le goût des néologismes étrangers, la tendance aux emprunts, aux calques, aux citations non traduites en langue étrangère, le maintien dans le texte une fois traduit de mots et de tours non-traduits.

La traduction, donc, est un contact de langues, est un fait de bilinguisme. Mais ce fait de bilinguisme très

spécial pourrait être, à première vue, rejeté comme inintéressant parce qu'aberrant. La traduction, bien qu'étant une situation non contestable de contact de langues, en serait décrite comme le cas-limite: celui, statistiquement très rare, où la résistance aux conséquences habituelles du bilinguisme est la plus consciente et la plus organisée; le cas où le locuteur bilingue lutte consciemment contre toute déviation de la norme linguistique, contre toute interférence — ce qui restreindra considérablement la collecte de faits intéressants de ce genre dans les textes traduits.

André Martinet cependant souligne, concernant les bilingues qu'on pourrait appeler « professionnels » en général, cette rareté du phénomène de résistance totale aux interférences : « Le problème linguistique fondamental qui se présente, eu égard au bilinguisme, est de savoir jusqu'à quel point deux structures en contact peuvent être maintenues intactes, et dans quelle mesure elles influenceront l'une sur l'autre [...] Nous pouvons dire

qu'en règle générale, il y a une certaine quantité d'influences réciproques, et que la séparation nette est l'exception. Cette dernière semble exiger de la part du locuteur bilingue une attention soutenue dont peu de personnes sont capables, au moins à la longue».

Martinet oppose également par un autre caractère aberrant ce bilinguisme a professionnel » — qui inclut les traducteurs — au bilinguisme courant (lequel est toujours la pratique collective d'une population). Le bilingue professionnel est un bilingue isolé dans la pratique sociale :

« Il apparaît que l'intégrité des deux structures a plus de chances d'être préservée quand les deux langues en contact sont égales ou comparables en fait de prestige, situation qui n'est pas rare dans des cas que nous pouvons appeler bilinguisme ou plurilinguisme individuels »

Il revient à la même idée dans sa Préface au livre de Weinreich, où il met à part encore une fois le cas de « ces quelques virtuoses linguistiques qui, à force de constant exercice, parviennent à maintenir nettement distincts leurs deux (ou multiples) instruments linguistiques ». « Le conflit, dans le même individu, de deux langues de semblable valeur culturelle et sociale, poursuit-il, peut être psychologiquement tout à fait spectaculaire, mais, à moins que nous n'ayons affaire à quelque génie littéraire, les traces linguistiques permanentes d'un tel conflit seront nulles. »

L'étude de la traduction comme contact de langues risquerait donc bien d'être inutile parce que pauvre en résultats. Cette opinion se voit corroborée par celle de Hans Vogt, spécialiste lui aussi des études sur les contacts de langues : « On peut aller jusqu'à se demander s'il existe un bilinguisme total, à cent pour cent; cela signifierait qu'une personne puisse employer chacune de ses deux langues, dans n'importe quelle situation, avec la même facilité, la même correction, la même capacité que

les locuteurs indigènes. Et si de tels cas existent, il est difficile de voir comment ils pourraient intéresser le linguiste, parce que les phénomènes d'interférence se trouveraient alors exclus par définition »

Mais si Martinet écarte — et Vogt après lui — l'étude de ces faits de bilinguisme individuel parce qu'ils n'offrent qu'une matière d'intérêt secondaire, c'est d'un point de vue qui n'est pas le seul possible, et qui n'est pas celui où l'on se propose, ici, de se placer.

Ce qui intéresse les deux linguistes, c'est que l'étude du bilinguisme — outre que celui-ci est une réalité linguistique — est un moyen particulier de vérifier l'existence et le jeu des structures dans les langues. Notons que les bilinguismes individuels, quelque secondaires qu'ils soient, restent à cet égard un fait digne d'étude aux yeux de Martinet : « Ce serait une erreur de méthode, écrit-il, que d'exclure de telles situations dans un examen des problèmes soulevés par la diffusion des langues ». Cette atténuation de son jugement sur l'intérêt des bilinguismes individuels se trouve aussitôt délimitée

toutefois, par l'exemple donné : « Le fait que Cicéron était un bilingue latin-grec a laissé des traces indélébiles dans notre vocabulaire moderne »

On admettra donc, ici, que la traduction, considérée comme un contact de langues dans des cas de bilinguisme assez spéciaux, n'offrirait sans doute au linguiste qu'une moisson maigre d'interférences, en regard de celle que peut apporter l'observation directe de n'importe quelle population bilingue.

Mais au lieu de considérer les opérations de traduction comme un moyen d'éclairer directement certains problèmes de linguistique générale, on peut se proposer l'inverse, au moins comme point de départ : que la linguistique — et notamment la linguistique contemporaine, structurale et fonctionnelle — éclaire pour les traducteurs eux-mêmes les problèmes de traduction. Au lieu de récrire (toutes proportions gardées) un traité de linguistique générale à la seule lumière des faits de traduction, on peut se proposer d'élaborer un

traité de traduction à la lumière des acquisitions les moins contestées de la linguistique la plus récente.

Un tel projet se justifie au moins pour trois raisons :

1. L'activité traduisante, activité pratique, importante, augmente rapidement dans tous les domaines, ainsi qu'en témoignent les chiffres publiés, particulièrement depuis 1932 par l'Institut de coopération intellectuelle, et depuis 1948 par l'U.N.E.S.C.O. dans son *Index Translationum* annuel. Il serait paradoxal qu'une telle activité, portant sur des opérations de langage, continue d'être exclue d'une science du langage, sous des prétextes divers, et qu'elle soit maintenue au niveau de l'empirisme artisanal.

2. L'utilisation des calculatrices électroniques comme possibles machines à traduire pose et va poser des problèmes linguistiques liés à l'analyse de toutes les opérations de traduction considérées comme telles.

L'activité traduisante pose un problème théorique à la linguistique contemporaine : si l'on accepte les thèses

courantes sur la structure des lexiques, des morphologies et des syntaxes, on aboutit à professer que la traduction devrait être impossible. Mais les traducteurs existent, ils produisent, on se sert utilement de leurs productions. On pourrait presque dire que l'existence de la traduction constitue le scandale de la linguistique contemporaine. Jusqu'ici l'examen de ce scandale a toujours été plus ou moins rejeté.

Certes l'activité traduisante, implicitement, n'est jamais absente de la linguistique: en effet, dès qu'on décrit la structure d'une langue dans une autre langue, et dès qu'on entre dans la linguistique comparée, des opérations de traduction sont sans cesse présentes ou sous-jacentes; mais, explicitement, la traduction comme opération linguistique distincte et comme fait linguistique *sui generis* est, jusqu'ici, toujours absente de la science linguistique enregistrée dans nos grands traités de linguistique.

On n'imaginait peut-être qu'une alternative : ou condamner la possibilité théorique de l'activité traduisante au nom de la linguistique (et rejeter ainsi l'activité traduisante dans la zone des opérations approximatives, non scientifiques, en fait de langage); ou mettre en cause la validité des théories linguistiques au nom de l'activité traduisante. On se propose, ici, de partir d'un autre point : qu'on ne peut pas nier ce qu'apporte la linguistique fonctionnelle et structurale, d'une part; et qu'on ne peut pas nier non plus ce que font les traducteurs, d'autre part.

Il faut donc examiner ce que veut dire et ce que dit exactement la linguistique quand elle affirme, par exemple, que « les systèmes grammaticaux sont [...] impénétrables l'un à l'autre » Examiner aussi ce que font exactement les traducteurs quand ils traduisent : examiner quand, comment et pourquoi la validité de leurs traductions n'est pas réellement mise en cause par la pratique sociale, alors que-théoriquement — la linguistique tendrait à la récuser.

L'étude scientifique de l'opération
traduisante doit-elle être une
branche de la linguistique?

Contrairement à ce que laisseraient supposer les pages précédentes, jusqu'à ces dernières années quiconque entreprenait d'étudier les problèmes posés par l'opération traduisante dans leur ensemble s'apercevait d'un fait assez surprenant : considérée comme un ordre de phénomènes particuliers, comme un domaine de recherches ayant un objet *sut generis*, la traduction restait un secteur inexploré, voire ignoré. Elle souffrait de la même situation qu'un certain nombre de régions du savoir humain : se trouvant à l'intersection de plusieurs sciences — notamment de la linguistique et de la logique, de la psychologie sans doute et de la pédagogie certainement — elle n'était considérée comme objet propre d'investigations par aucune de ces sciences.

Certes, il y avait depuis longtemps des apprentissages d'interprètes, des cours d'interprètes, dont

Cary a pu même esquisser l'histoire à grands traits, depuis l'École de Tolède (XII siècle) et le recrutement des drogmans français près de la Sublime Porte, jusqu'aux cours de l'École des Langues Orientales 2. Et — depuis moins de vingt ans presque toutes, cependant — les universités de Genève, Turin, Vienne, Paris, Heidelberg, Mayence ont leurs instituts d'interprètes, comme celle de Naples a son cours d'interprètes à *L'Istituto Orientale*. Mais ces organismes enseignent la pratique des langues et la traduction comme activité pratique, sans qu'il soit jamais sorti de leur enseignement ni une théorie de la traduction, ni une étude des problèmes au moins que poserait cette théorie.

Chose plus singulière encore concernant l'étude scientifique de l'opération traduisante : alors que tout traité de philosophie complet se doit d'inclure une théorie du langage, cette dernière n'offre jamais une étude sur la traduction considérée comme une opération linguistique, spécifique et courante cependant, révélatrice peut-être concernant le langage et sans doute, la pensée. Les

grands ouvrages récents de synthèse sur la linguistique, eux-mêmes, restent muets sur ce point. La traduction, comme phénomène et comme problème distinct de langage, est passée sous silence.

Chez Ferdinand de Saussure, chez Jespersen, chez Sapir et chez Bloomfield, il est difficile de relever plus de quatre ou cinq mentions épisodiques, où le fait de la traduction comparait de façon marginale, à l'appui d'un point de vue sans rapport avec lui, presque jamais pour lui-même : et le total de ces indications couvrirait à peine une page. Le corollaire parlant de cette ignorance est l'absence d'un article traduction dans les grandes encyclopédies : ni la française, ni l'anglaise, ni l'italienne, ni l'allemande (qui consacrent un article à l'hérésie théologique minuscule du traducianisme) n'accordent une ligne à la traduction, son histoire et ses problèmes. Le Larousse du XXe siècle, seul, lui dédie vingt lignes un peu vieillottes. (En regard, il est intéressant de noter que l'Encyclopédie de Diderot lui consacrait un long article, qui faisait le point pour l'époque, avec des renvois nombreux et d'importance.)

Les traducteurs n'ont donc disposé, sur leur activité, depuis deux millénaires, que de témoignages, certains très étendus, presque tous instructifs, plusieurs importants.

Les noms de Cicéron, d'Horace, de saint Jérôme, de Dante, d'Erasmus, d'Étienne Dolet, de Joachim du Bellay, d'Amyot, de Luther, de La Motte-Houdar, de Montesquieu, de M^{me} Dacier, de Rivarol et de Pope; ceux de Chateaubriand, de Paul-Louis Courier, de Goethe, de Schlegel et de Schopenhauer, de Humboldt, de Leconte de Lisle et de Mallarmé, puis de Bérard, de Bédier, de Mazon, de Valéry Larbaud, de Croce, de Gide, ébauchent à peine la bibliographie des écrivains, qui, presque toujours à propos d'autre chose, ont donné leur opinion sur la traduction.

Mais, dans les cas les meilleurs, ils proposent ou codifient des impressions générales, des intuitions personnelles, des inventaires d'expériences, et des recettes artisanales.

En rassemblant, chacun selon son gré, toute cette matière, on obtient un empirisme de la traduction, jamais négligeable, certes, mais un empirisme.

La situation vient de changer. Deux ouvrages, à quelques années d'intervalle, viennent de réclamer pour la traduction ce statut d'objet distinct, ou de domaine distinct, d'étude scientifique. Jusqu'ici, dans la bibliographie internationale de la traduction, publiée par la revue *Babel*, bibliographie qui compte, au 31 décembre 1961, environ 670 numéros, dont deux tiers d'articles, et un tiers d'ouvrages—et dans celle de la revue *Mechanical Translation*, qui compte 174 numéros, la notion d'une étude théorique de l'opération de traduction n'était apparue avant 1952 que sept ou huit fois : soit pour désigner l'idée ou l'ensemble d'idées, plus ou moins systématiques, qu'une époque s'était faite de l'art de traduire — idées liées plus à la grammaire normative et au goût, qu'à la linguistique; soit dans le titre (inadéquat) de deux articles épisodiques .

Au contraire, A. V. Fédorov, isolant l'opération traduisante afin d'en constituer l'étude scientifique (et de promouvoir une science de la traduction) pose en premier Lieu qu'elle est une opération linguistique, un phénomène linguistique, et considère que toute théorie de la traduction doit être incorporée dans l'ensemble des disciplines linguistiques 1. Vinay et Darbelnet, suivant la même démarche, proposent « l'inscription normale [de la traduction] dans le cadre de la linguistique », et pour les mêmes raisons-que Fédorov : ils considèrent que « la traduction est une discipline exacte, possédant ses techniques et ses problèmes particuliers », qui méritent d'être étudiés à la lumière des « techniques d'analyse actuellement à l'honneur [en linguistique]».

Cette candidature que la traduction pose à figurer dans un traité de linguistique générale — au même titre que le bilinguisme et le contact de langues, la géographie linguistique ou l'étymologie — s'est trouvée contestée dès le départ, et non par les linguistes, mais par les traducteurs. Considérant la traduction surtout comme un

art, ils nient qu'elle doive être définie comme une opération relevant strictement de la connaissance scientifique, et spécifiquement de l'analyse linguistique. C'est la position d'Edmond Cary, dont les arguments méritent d'être pesés, parce qu'il incarne une expérience de traducteur à l'échelon le plus élevé, qui s'étend depuis la traduction littéraire des chefs-d'œuvre poétiques, jusqu'à l'interprétation simultanée dans les grandes conférences internationales. Selon lui, la thèse de Fédorov et de Vinay « résiste mal à l'épreuve des faits 3 ».

La traduction, quand on en recense tous les aspects, dans toute leur complexité, ne paraît pas réductible à l'unité d'une définition scientifique entièrement justiciable de la linguistique. « La traduction littéraire n'est pas, dit-il, une opération linguistique, c'est une opération littéraire. »

La traduction poétique est une opération poétique : « pour traduire les poètes, il faut savoir se montrer poète 1 ». Une traduction théâtrale jouable est le produit d'une activité

non pas linguistique, mais dramaturgique sinon, comme le faisait remarquer Mérimée à propos de la traduction du *Revizor* s on aura beau traduire la langue, on n'aura pas traduit la pièce ». Et le doublage cinématographique est un travail de dialoguiste, une opération spécifiquement cinématographique, qui déborde la linguistique, puisque le choix des équivalents se trouve tyrannisé par l'obligation de respecter les mouvements de lèvres des acteurs, leur débit, leurs gestes, la musique, la situation définie par l'image visuelle, et même les réactions sociologiques propres à l'audition en groupe. Si l'on ajoute, comme le fait Cary 4, que l'interprétation consécutive et surtout la simultanée, relèvent autant, sinon plus, des dons du mime et de l'orateur que de ceux du polyglotte et du traducteur-écrivain, force est d'admettre avec lui qu'il est difficile d'enclorre tous les faits de traduction dans une définition qui soit exhaustive et qui relève exclusivement de la linguistique. « La traduction, dit Edmond Cary, est une opération *sui generis*.»

Ces vues d'Edmond Cary — comme celles des critiques soviétiques contre Fédorov 6 — à leur tour peuvent être contestées. En fait, elles nient moins la thèse de Fédorov et de Vinay qu'elles ne la limitent et ne la complètent, à juste titre 7. Elles accusent Fédorov, quant à la formulation d'une théorie de la traduction, de tomber dans une « déviation linguistique », tandis que lui les accusait d'en offrir une « déviation littéraire ». Ce sont les deux excès, chacun consistant à voir un aspect seulement d'une opération qui en compte au moins deux. Cary et les Soviétiques disent, en substance, que la traduction (littéraire, poétique, théâtrale, cinématographique etc...) n'est pas seulement une opération linguistique, qui puisse être épuisée par l'analyse scientifique des problèmes de lexique, de morphologie et de syntaxe. Fédorov, lui, met l'accent sur l'autre aspect : que la traduction est d'abord et toujours une opération linguistique; et que la linguistique est le dénominateur commun, la base de toutes les opérations de traduction. C'est ce que reconnaît A. Leitès, selon qui « la traduction artistique est une entreprise d'ordre

littéraire, et la connaissance linguistique n'est nécessaire que pour mieux pénétrer le texte original ».

Cette concession suffit à le mettre d'accord avec Fédorov.

Mais cette concession, Cary ne la fait pas. Il estime que, quant aux différents genres de traduction, « le dénominateur commun linguistique ne reflète qu'une abstraction formelle, qui ne nous fait pas avancer d'un pas dans la réalité ». Sans nier lui non plus tout à fait que la linguistique ait quelque chose à voir avec l'opération traduisante « a Pour traduire, il faut connaître les langues », admet-il; et la traduction n'est une opération littéraire qu' « en fin de compte 3 ») il minimise le moment linguistique dans l'analyse de cette opération traduisante. Il le minimise même doublement. D'abord, il sous-estime, au moyen de comparaisons inexactes, l'apport que peut faire la linguistique à toute théorie de la traduction : « Pour composer de la musique, écrit-il, il faut connaître ses notes, pour jouer du violon, il faut

avoir un violon, pour écrire un roman, il faut connaître une langue et aussi avoir du papier et une plume ou une machine à écrire [...] Pour traduire, il faut connaître des langues [...] Énoncer cela, c'est énoncer un truisme...». Ensuite et surtout, Cary, pour nier l'apport de la linguistique à toute théorie de la traduction, restreint sa définition de la linguistique à celle de la linguistique descriptive formelle. Traducteur et non linguiste, il confond linguistique générale et linguistique descriptive, il ignore à côté de la linguistique interne l'existence d'une linguistique externe (d'une psychologie linguistique, ou psycholinguistique, et d'une sociologie linguistique, ou sociolinguistique), aussi bien que d'une stylistique dont les problèmes sont justement ceux qui le préoccupent en tant que traducteur. Croyant opposer la linguistique elle-même aux prétentions linguistiques de Fédorov et de Vinay concernant la traduction, Cary leur oppose que « les linguistes eux-mêmes tendent à s'éloigner des conceptions étroitement formelles de naguère [?], pour concevoir la langue et ses différentes composantes comme autant de faits liés à tout un contexte culturel et

se dissolvant en lui ». Ce sont toutes les analyses linguistiques concernant la notion de connotation qu'il évoque alors sans le savoir, et tout ce qu'on appelle (sans doute à tort) la métalinguistique — c'est-à-dire des problèmes et des domaines? que, pour des raisons de méthode, la linguistique isole de mieux en mieux, mais qui restent inclus dans la recherche linguistique au sens large du mot.

La traduction (surtout dans les domaines du théâtre, du cinéma, de l'interprétation) comporte certainement des aspects franchement non-linguistiques, extra-linguistiques. Mais toute opération de traduction — Fédorov a raison — comporte, à la base, une série d'analyses et d'opérations qui relèvent spécifiquement de la linguistique, et que la science linguistique appliquée correctement peut éclairer plus et mieux que n'importe quel empirisme artisanal. On peut, si l'on y tient, dire que, comme la médecine, la traduction reste un art — mais un art fondé sur une science. Les problèmes théoriques posés par la légitimité ou l'illégitimité de

l'opération traduisante, et par sa possibilité ou son impossibilité, ne peuvent être éclairés en premier lieu que dans le cadre de la science linguistique. Fédorov et Vinay ne disent et ne prétendent pas autre chose.

Difficultés de la traduction

Dans son travail, le traducteur rencontre beaucoup de difficultés surtout quand il traduit dans une langue de cultures ou d'origines différentes. On dit par exemple: la traduction de L'Anglais, de l'Allemand, de l'Espagnol ou généralement d'une langue européenne en Français ou le contraire sera facile parce qu'elles appartiennent toutes à la même zone culturelle. R.H. Robins affirme cette vérité en disant : "La traduction des mots, c'est-à-dire la recherche d'équivalents lexicaux, est des plus faciles lorsqu'il s'agit des mots d'une langue appartenant à la zone culturelle unifiée de l'Europe occidentale."

Si la traduction des langues étrangères en Arabe paraît difficile, c'est le même cas pour les apprenant étrangers car, la langue arabe leur semble plus difficile. A cet égard, Marie- Thérèse d' Alverny dit : "L'Arabe est une langue difficile, les occidentaux qui ont eu le courage et la possibilité de l'apprendre, en allant vivre

dans des pays où on la parlait et où l'on trouvait des livres ont été rares."

Pour les difficultés de la traduction rencontrées dans notre corpus, on les a divisées entre cinq groupes différents qui sont:

A) Les difficultés de la compréhension de quelques expressions parce qu'il arrive parfois qu'on sait bien le sens de tous les mots d'une phrase, pourtant on trouve une difficulté à donner une traduction parfaite portant le sens voulu, et ces exemples prouvent ce cas là :

- "On a beau dire"

- "Beau" signifie en Arabe , c'est un adjectif, mais "dire" est un verbe qui se traduit par , et pour donner le sens convenable, on a dit en Arabe

- "Que de miracles et de merveilles n'a-t-il pas permis à sa créature!"

C'est une phrase qui explique que les bénéfiques et les bienfaits du Dieu à sa créature sont innombrables.

On l'a traduit

- "Il captait les rumeurs du jour et de la nuit avec une acuité peu commune."

C'est difficile de donner la signification exacte des mots soulignés, mais selon le contexte, on a proposé cette traduction

- "Bon Dieu de bon Dieu, que de pierres sur cette terre!"

Vraiment, l'exclamation représente l'une des grandes difficultés de la traduction, c'est pourquoi on doit être attentif à la traduire.

Et le contexte nous aide à bien comprendre et à dégager le sens le plus proche de ce qu' a voulu l'auteur du texte. On a traduit cette exclamation par;

- "Tu n'avait qu' à ne pas te soûler."

On dit en Arabe que la négation de la négation est une affirmation, ce qui nous a poussé à traduire cette phrase en disant:

- "L'idéal serait de descendre Thibaud, ce salaud. Qu' est-ce qu' il ne m' a pas foutu comme électricité!"

On a trouvé que la traduction la plus proche de cette partie c'est:

- "Le maître parlait de Dieu, l'enfant buvait ses paroles."

Les mots soulignés prouvent l'attention de l'enfant à la parole de son maître C'est pourquoi on les a traduits par:

- "L'ancien pensionnaire du pénitencier rêvait tout haut."

On a traduit cette phrase par:

-"-Calme-toi Merbouha. Ce n'est qu' un jeu, nous sommes au théâtre, risqua un spectateur.

- « Tiatr ou pas tiatr, je m'en moque. »

Les mots soulignés expriment l'ironie d'une femme de l'art du théâtre. Ces mots ne se traduisent pas puisqu'ils n'ont pas de sens, c'est pourquoi on a dit en Arabe:

B)Le deuxième groupe, ce sont les difficultés qui se produisent comme résultat du changement du sens des mots, car un mot peut avoir une signification inhabituelle dans une phrase et le traducteur serait obligé de donner le sens convenable à l'idée et au fonds du texte.

L'idée est la première chose qu' on doit chercher, elle est imposée par l'auteur et le traducteur est obligé de la poursuivre en utilisant les mots les plus expressifs. Voyons les modifications de sens qu'ont subi les mots des phrases suivantes:

- "Et le half-track qui ferme le convoi."

"Fermer" ici ne se traduit pas par parce que ça ne convient pas au contexte, mais on l'a traduit par en disant:

- "-Mma, pourquoi ils donnent les fusils?" On n'a pas traduit le verbe "donner" par mais par

- "Contrairement à l'habitude, il n'avait apporté ce soir-là, aucun os."

Si on a traduit "aucun os" par , ça ne conviendra jamais au texte, mais ça sera bien sûr acceptable si on dit:

- "Il avait toujours un couteau sur lui"

"Sur lui" veut dire en Arabe , mais pour suivre le contexte on l'a traduit par:

"Il connaissait sur le bout des doigts les soixantes chapitres du livre."

"Le livre" dans cette phrase signifie le Coran , et l'auteur veut dire que l'enfant retenait tout le coran, alors "chapitre" égale en Arabe car on connaît que le coran se compose de

c'est pourquoi pour traduire 'cette partie, on dit:

"Le guérisseur qui cumulait les fonctions de sage et de devin ne ressemblait en rien à ses confrères déjà établis."

Le mot "guérisseur" est dérivé du mot guérison qui signifie en Arabe

mais on n' a pas traduit guérisseur par

car le seul c'est Allah et personne ne peut avoir la capacité de guérir, c'est pourquoi, on a traduit ce mot par pour dire comme ensemble:

L'imparfait, c'est le temps principal de la récitation. Un autre problème se révèle avec l'usage continué de ce temps; est ce qu' on est obligé toujours de traduire l'imparfait par Et si on a fait ça, on trouvera dans la traduction une impression de monotonie et de répétition. A cet égard, Marcel Cressot nous explique que l'imparfait peut aussi exprimer le passé composé et le passé simple surtout dans le domaine littéraire: "La Littérature contemporaine nous fait, par ailleurs, assister à des emplois stylistiques nouveaux de l'imparfait. Par exemple, il arrive que celui-ci supplante le passé défini ou le passé indéfini dans des cas où on les attendrait normalement." Ainsi, on ne serait obligé de traduire l'imparfait par que dans les cas nécessaires.

Parfois on trouve une difficulté à traduire les termes de parenté, par exemple le mot "cousin", une fois on le traduit par et l'autre par

et c'est le même cas pour les autres mots: oncle, tante,...etc. quand l'auteur ne précise pas cette parenté qui peut être maternelle ou paternelle.

c) Le troisième groupe, ce sont les difficultés rencontrées lors de la traduction des abréviations. [Une abréviation c'est le choix des premières lettres d'une expression ou d'un nom composé de plus d'un mot. La traduction d'une abréviation d'une langue européenne dans une autre paraît facile même si le traducteur l'utilise sans savoir sa signification exacte. Mais pour le traducteur arabe, il doit saisir le sens connu et conventionnel établi par les experts de la traduction et les différentes organisations des nations unies]. Dans notre roman, on rencontre trois abréviations qui sont:

premièrement le F.L.N. dont on ne connaît pas exactement la signification, et c'est le même cas pour la deuxième abréviation qui est l' O.A.S. on est obligé alors de consulter des ressources et des documents pour parvenir à la bonne forme de traduction exacte et

précise : le F.L.N. c'est le Front de Liberté National dite en Arabe :

Et l'O.A.S. c'est L'Organisation de L'Armée Secrète, dite en Arabe :

On a donné.

comme abréviation arabe du F.L.N. et comme abréviation de l' O.A.S.

d) Le dernier groupe de difficultés dans ouvrage, ce sont les mots intraduisibles qui sont des noms de marques pour la plupart, ils paraissent issus de langues différentes, on était obligé de les arabiser:

- "Plusieurs paires de patugas"
- "Volant d'une DS.19"
- "Un paquet de cigarette Bastos."
- "Avec une lame Gillette"

La fidélité dans la traduction

L'objectif de tout traducteur est de réaliser une traduction fidèle. Depuis que l'homme traduit, il n'a cessé d'émettre des réflexions sur la manière de traduire fidèlement. Cependant, qu'est ce que la fidélité en traduction ?

Commençons, d'abord, par voir comment les dictionnaires définissent-ils le mot « fidélité ».

Dictionnaire Hachette de la langue française :

« 1. Qualité d'une personne fidèle

2. Attachement constant (à qqn, à qqch)

3. Respect de la vérité. »

Dans les deux dernières définitions, on trouve les termes « attachement et respect ». C'est, en effet, en cela que consiste le travail du traducteur : s'attacher au texte

de départ tout en respectant la destination de sa traduction.

Dans quel contexte les traducteurs abordent-ils la notion de fidélité ? Ils le font lorsqu'ils tentent d'expliquer leur conception de la traduction et leur(s) méthode(s) de traduire.

C'est en réfléchissant sur l'opération traduisante que les traducteurs, de tous temps, sont arrivés à exprimer des théories, et parfois des fragments de théories, de la traduction, et à chaque reprise, la querelle entre la traduction libre et la traduction littérale remet en question la fidélité en traduction.

La Fidélité en traduction à travers l'histoire.

La première réflexion sur ce que doit être une traduction fidèle nous vient de la version des Septante qui a été commentée par Philon le Juif (un rabbin juif). Il avait qualifié cette traduction de fidèle car il préconisait le mot-à-mot pour la traduction des textes religieux.

A l'époque romaine, ère de la création de la culture romaine à partir de la culture grecque grâce à la traduction, le grand orateur Cicéron, depuis plus de deux mille ans, mettait en garde à ne pas traduire *verbum pro verbo*. Il rejetait le mot-à-mot et préconisait de rendre les idées (sens) plutôt que les mots : « ... *les idées restent les mêmes...je n'ai pas jugé nécessaire de rendre mot pour mot...* » 1. C'est ce qu'il avait confirmé en déclarant : « ... *il ne sera pas toujours nécessaire de calquer votre langage sur le Grec (ou toute autre langue) comme le ferait un interprète (ou traducteur) maladroit [...] Quand je traduis les Grecs, si je ne puis rendre avec la même brièveté ce qui ne demande aux Grecs qu'une seule expression, je l'exprime en plusieurs mots* ».

Cicéron avait clairement tranché : il prônait le respect du sens au détriment des mots.

Quant à St Jérôme, le père des traducteurs, il avait clairement défini son principe de traduction qui confirme la primauté de l'esprit sur la lettre : *Non verbum e verbo sed sensum exprimere de sensu* (c'est le sens qu'il faut rendre et tout le sens et non les mots). St Jérôme déconseillait la traduction mot-à-mot sauf pour traduire les Saintes Ecritures ; Homme d'Eglise, St Jérôme ne prétendait pas rivaliser avec la parole de Dieu. De là, il avait distingué deux types de traduction :

traduction sens par sens (libre) et traduction des Saintes Ecritures (littérale).

Au Moyen Age, et à la suite de la chute de l'empire Romain, les traducteurs continuaient de « théoriser » sur la traduction : Boèce, traducteur du Grec au Latin, avait expliqué que : « *pour que la traduction ne soit pas une corruption de la réalité, il faut traduire mot-à-mot* ». C'est à dire, qu'il fallait recourir au mot-à-mot. Aussi, avait-il déclaré : « *la propriété d'une bonne traduction*

n'est pas l'élégance, mais le degré dans lequel elle maintient la simplicité du contenu et les propriétés exactes des mots » .

C'était en cette période que le littéralisme s'accentuait, spécialement avec Boèce. Cependant, des hésitations à propos du littéralisme étaient nées. L'on peut citer l'exemple d'Anastase qui avait adressé une lettre au Pape Jean 8 où il abordait le littéralisme qui, selon lui : *« porte atteinte à la langue d'arrivée et déconcerte le lecteur »*. En outre, les hommes de religion pensaient que le littéralisme était à l'origine de la mauvaise traduction des textes sacrés ; c'est de là que St Thomas avait accusé les traducteurs littéralistes d'être à l'origine du schisme et d'entretenir des obscurités dans leurs traductions qui étaient opaques et inintelligibles, car ils essayaient de calquer des mots sous prétexte d'une fidélité illusoire.

En Orient, à l'époque Abasside, la traduction a connu un grand essor grâce au Calife Ma'amun, fils de Hârûn Rashid. Parmi les traducteurs les plus distingués

de l'époque abasside, Hunayn Ibn Ishaq, dont la qualité de la traduction était, dit-on, incontestable. Il avait, avec la collaboration de ses disciples, élaboré une méthode de traduire qu'on pourrait résumer dans les points suivants :

- rendre le sens sans le trahir;
- prendre en considération le destinataire tout en sauvegardant l'essentiel du sens. Il fallait que la traduction soit lisible d'une manière très naturelle pour ne pas *sentir la traduction*.

Au 14^{ème} siècle, Léonardo BRUNI avait contesté la traduction littérale et disait que « *le respect de la grammaire et la linguistique n'aboutissent pas toujours au sens* ».

Revenons en Occident. Etienne DOLET, le traducteur martyr de la Renaissance, définit ses fameux cinq principes de la traduction. Il avait déclaré que « il faut que le traducteur entende parfaitement le sens et la matière de l'auteur qu'il traduit. Sans cela il ne peut

traduire sûrement et fidèlement ». Cette conception lui avait valu sa vie.

Joachim Du Bellay, traducteur du 16^{ème} siècle, était le premier à parler du caractère ingrat de la traduction. Il pensait que la traduction n'était bonne que pour transmettre le sens sinon elle ne pourrait que rester secondaire par rapport au texte original. Il avait rejeté l'attachement au style surtout pour traduire la poésie. De là il avait prêché l'intraduisibilité de la poésie sauf si le traducteur a une inspiration égale à celle de l'auteur.

L'autre grand traducteur du 16^{ème} siècle, Jacques Amyot, avait innové en matière de traduction. Il avait créé la notion d'adaptation en traduction. En effet en traduisant les œuvres antiques, il les avait adaptées aux goûts et mœurs du 16^{ème} siècle. Il disait : « *il ne suffit pas de traduire l'auteur, mais il faut s'ingénier à apporter une touche de créativité* ». Il est à noter que cette méthode d'adaptation avait été vivement contestée.

L'âge classique (de la fin du 16^{ème} siècle au début du 18^{ème} siècle) fut l'âge d'or de la traduction des poèmes

antiques grecs et latins. Dans toute l'Europe, les poètes se mirent à traduire. La pratique de la traduction libre, i.e. les « Belles Infidèles » de Nicolas Perrot d'Ablancourt et de ses émules, a contribué à former le goût classique. Avec la création de l'Académie Française en 1640, les traducteurs devenaient soucieux d'enrichir leurs langues des beautés de l'Antiquité et considéraient que le concept de Cicéron et Saint Jérôme de (*livrer au lecteur non la même quantité mais le même poids*) justifiait les additions et les suppressions opérées sur le texte original dans un but de cohérence, de beauté et de style.

A la fin du 18^{ème} siècle, les poètes traduisant les antiques faisaient parler les héros la langue de leur époque (le 18^{ème} siècle) (fidélité à la langue et culture d'arrivée).

Les traducteurs et traductologues contemporains ont, bien évidemment, abordé la notion de fidélité en traduction. A l'instar de leurs prédécesseurs, il distinguait deux façons d'être fidèle :

- en traduisant mot à mot

- en rendant le sens

Dans son ouvrage « Les Belles Infidèles », G.Mounin présente une série de condamnations de la traduction mot à mot qui régna jusqu'à ce qu'elle fut détrônée par « Les Belles Infidèles », elles-mêmes éliminées par le retour à la littéralité qui, selon les traducteurs du début du 19^{ème} siècle, représentait la fidélité.

Leconte de Lisle créa un genre de littéralité qu'il appela « traduction-reconstitution historique ». Il s'agit de traduire en conservant les façons de penser, de parler, de vivre ...des auteurs de textes originaux.

G..Mounin a distingué deux façons de traduire (d'être fidèle)

- *Les verres transparents* : sont les traductions qui ne sentent pas la traduction. Le traducteur adoptant cette méthode se doit d'effacer l'originalité de la langue étrangère (fidélité à la langue d'arriver)

- Les verres colorés : sont les traductions mot à mot. Tout en comprenant la langue, le lecteur « sent » les différences temporelles, civilisationnelles et culturelles que la traduction véhicule (fidélité à la langue de départ).

Sur cette même lignée Ortega Y Gasset propose au traducteur d'aller soit vers la langue de départ soit vers la langue d'arrivée. Il préconise, cependant, de privilégier la langue de l'auteur avec tout ce qu'elle véhicule.

Pour l'allemand Walter Benjamin, la traduction n'est pas une copie de l'original. « *La vraie traduction est transparente, elle ne cache pas l'original* ». Il propose une réconciliation entre fidélité (=littéralité) et liberté.

Valéry Larbaud parle de « balance du traducteur » car le traducteur est un « peseur de mots ». Il s'est cependant, interrogé sur cette fidélité qui n'est ni servilité ni liberté.

Les nombreux points communs existants entre les traductions et certaines disciplines ont donné naissance à

des concepts traductologiques divers : linguistiques, sociologiques, sémiotiques, interprétatifs. Chacun de ces concepts présente une vision de la façon de traduire et d'être fidèle.

Les adeptes de la théorie linguistique de la traduction (J.C.Catford) pensent que bien traduire c'est remplacer des unités lexicales d'une langue de départ par des unités lexicales d'une langue d'arrivée. J.C.Catford a écrit que la traduction est « *The replacement of any textual material by equivalent textual material* » (J.C 1967).

Pour Gerardo Vásquez Ayora, il n'y a pas de traduction libre car toute traduction doit être exacte. Tout élargissement, adaptation, commentaire ou paraphrase ne sont pas de la traduction. Parlant de la littéralité, Ayora a expliqué qu'on ne traduit pas la langue mais autre chose. Toutefois, il n'a pas défini cette autre chose.

A côté de ces traducteurs qui n'abordent que le côté linguistique de la traduction, d'autres chercheurs ont étudié la traduction en se basant sur le texte.

Pour Maurice Pergnier, un message puise son sens dans une situation précise. Les critères servant à juger la fidélité en traduction se trouvent dans cette situation et sont déterminés en fonction des destinataires (Pour être fidèle, le traducteur doit penser au destinataire de sa traduction).

Le traducteur biblique, J.C.Margot pense que la traduction est fidèle si son lecteur réagit de la même manière que le lecteur du texte original. Fidélité implique surmonter les difficultés de la langue de départ et fidélité à la langue et la culture d'arrivée.

J.R.Ladmiral, parlant de la fidélité : dit que « *Toute théorie de la traduction est confrontée au vieux problème du MEME et de L'AUTRE : à strictement parler, le texte cible n'est pas le MEME que le texte original, mais il n'est pas tout à fait un AUTRE* ».

Parlant toujours du « MEME » et de « L'AUTRE », Georges Steiner assimile le processus de la traduction à un « parcours herméneutique », qui commence par un *élan de confiance* permettant d'aller vers l'autre afin

d'essayer d'établir une cohérence entre mondes isolés, puis vient la phase de *pénétration* du texte pour une plus profonde compréhension, ensuite le traducteur *incorpore* la langue cible ce qu'il a compris afin de préparer une mise en forme et enfin, il restitue ce qu'il a incorporé dans la langue Cible, en investissant *l'Autre* pour l'habiter.

Nous remarquons que les traducteurs s'attachent de moins en moins à l'aspect purement linguistique des textes à traduire. Ils prennent en considération d'autres éléments qui entrent en jeu dans la « construction » du texte source, et qui doivent trouver leur place dans le texte cible.

Ces éléments ont été très bien mis en lumière par l'équipe de Paris de l'ESIT, dans leur théorie interprétative de la traduction ou théorie du sens.

La théorie du sens affirme que la traduction est toujours possible pourvu qu'elle ne porte pas sur la langue mais sur le contenu des discours ou des textes. Les adeptes de cette théorie conseillent aux traducteurs de :

« ne pas chercher à « traduire », mais de dire ce qu'ils (les traducteurs) comprennent. Pour comprendre correctement, il faut penser à la qualité en laquelle s'exprime l'orateur, penser aux interlocuteurs auxquels il s'adresse, aux circonstances dans lesquelles il parle... ».

La théorie du sens définit des unités du sens auxquelles le traducteur doit être fidèle. Une unité du sens peut être une simple onomatopée comme elle peut nécessiter tout un paragraphe pour s'éclaircir. Sa formation est fonction de plusieurs paramètres : contexte verbal, contexte cognitif, situation... .

Le traducteur doit se rendre compte de tous ses paramètres afin de bien comprendre et, donc, de bien rendre.

L'Ecole de Paris prône la fidélité au sens et rien que le sens. Bien que cette théorie ait fait appel à plusieurs disciplines pour se bâtir, on lui reproche néanmoins de ne pas accorder assez d'importance aux mots qui sont, qu'on le veuille ou non, les matériaux principaux dont dispose le traducteur (P..Newmark).

Conclusion

Après ce défilement, qui n'est, certes, pas exhaustif, des différentes conceptions de la notion de fidélité en traduction, la question se pose toujours: *qu'est-ce que la fidélité en traduction?*

Tout le monde est d'accord contre la littéralité, d'une part — et contre la liberté avec tous ses moyens, d'autre part. Car, on ne cesse de le répéter, les traductions, comme les femmes, pour être parfaites, doivent être à la fois fidèles et belles.

C'est un idéal qui est loin d'être atteint et qui laisse les traducteurs perplexes.

Que faire?

➤ Doit-on rendre la langue, la grammaire, le style?

➤ Doit-on « importer » le texte-source dans la langue et la culture du lecteur?

➤ Doit-on « exporter » le lecteur vers la langue et la culture de l'auteur?

➤ Ou bien doit-on s'efforcer d'assembler tous les processus différents et en faire un seul?

J'invite l'ensemble des traducteurs et traductologues à me donner la réponse.

En attendant, je continue de traduire à la manière qui me semble « fidèle ». Cette manière consiste à rendre le sens sans se détacher totalement des aspects linguistiques du texte source: les termes de spécialités, et même d'ordre général, la terminologie, la ponctuation — sauf usage différent dans la langue d'arrivée — et le style doivent, chacun, réapparaître dans le texte-cible, i.e. la traduction. En outre, la traduction doit être aussi lisible que l'original sinon, comme s'est interrogée C. Durieux: « à quoi servirait-elle si elle n'était pas lue? ».

Pour une traduction fidèle

Le problème de fidélité est jusqu' à nos jours le grand problème de la traduction, Il est très antique et fondamental naissant avec les premières lignes de la traduction. La signification contemporaine du terme de la fidélité ne se diffère pas de celle du passé. On peut l'extraire du titre d' Etienne Dolet, qu'il a donné à un traité en 1540, qui est " La manière de bien traduire d'une langue en autre." A son opinion, la fidélité repose en grande partie sur les mêmes principes que nos jours, puisqu' il explique qu'il faut bien comprendre le sens exact du texte choisi, afin de saisir le fond, aussi il faut avoir une large connaissance de la langue du départ, et éviter la traduction mot par mot. Depuis la naissance de la traduction, la compétition entre la traduction formelle et libre ne s'est cessée mais cette compétition avait paru évidemment au XVIIe siècle comme le dit E. Cary dans son livre Les grands traducteurs Français 1963: "La controverse littéralité-liberté atteint son apogée." On peut

dire que le conflit des deux méthodes de traduction est établi jusqu' à nos jours, mais laquelle on préfère?. N'importe quel texte peut porter des idées que l'auteur veut présenter au public. Ces idées sont l'essence du texte. Le traducteur est obligé de suivre ces idées car le principe de la fidélité exige qu'il exprime ces idées en utilisant les mots les plus expressifs. De tout cela, on constate que le traducteur doit établir une équation avec les mots s'ils sont expressifs. Sinon, il sera libre à choisir les mots qui peuvent présenter l'idée du texte de départ.

Si on parle de l'opération traduisante elle-même, on peut dire que ce n'est pas un travail facile, car il exige plusieurs compétences. Il repose principalement sur deux phases; la compréhension du texte original, puis la ré-expression et re-formulation dans la langue maternelle. Il est évident que la compréhension concerne la langue du texte original, mais la re-expression concerne la langue d'arrivée dans laquelle on traduira.

La compréhension d'un texte étranger n'est pas une activité simple. A cet égard, Marianne Lederer dit : "comprendre c'est faire appel à une compétence linguistique et simultanément, à un savoir encyclopédique. La compréhension est une activité globale, difficilement subdivisible en phases distinctes." La compréhension d'un texte exige un savoir général de tout ce qui l'entoure, non seulement de la dimension linguistique mais aussi extra-linguistique. Car n'importe quel texte a une grande relation avec l'histoire, la culture, la réalité et le moment où il a été écrit, c'est pourquoi le traducteur doit mettre en considération toutes les conditions de la parution du texte qu'il traduira. Le traducteur doit avoir une grande connaissance de l'ethnographie de la société de la langue du départ. A ce propos, G.Mounin dit: "Et tout traducteur qui, de mille manières empiriques, ne s'est pas fait aussi l'ethnographie de la communauté dont il traduit la langue est un traducteur incomplet."

Une autre parole affirme l'importance de la compréhension des éléments linguistiques, c'est " Faire une traduction réellement satisfaisantes, équilibrant tous les éléments, les uns par rapport aux autres et à tous les niveaux, afin d'obtenir un texte aussi proche que possible de l'original, exige une appréhension sensible raffinée de tous les aspects du langage."2

La deuxième phase envers la traduction est la ré-expression, c'est de ré formuler le texte original dans la langue d'arrivée après l'avoir compris de tous les aspects, mais selon le génie et les règles qu'exige cette langue. Donc, la ré-formulation demande aussi une grande connaissance de la dernière langue, et de sa lexicologie. L'étape de la ré-expression comprend un élément considérable concernant le traducteur c'est l'esthétique du texte traduit. Si le traducteur a réussi à traduire avec les mots, l'expression, et les fonctions symboliques du texte, à ce moment on peut dire que c'est un traducteur fidèle et talentueux.

أقدم التشريعات فى تاريخ البشرية

قدمت مصر للإنسانية أقدم النظم التشريعية والإدارية. فعلى ضفاف نيلها نشأت أقدم حكومة منظمة شيدت الحضارات الإنسانية العظمى.

وعلى مدى العصور تعاقبت الحضارات المصرية الشامخة وازدهرت استناداً إلى أسس قوية وراسخة فى نظم وفنون الحكم والإدارة. فقبل نحو ٥٢٠٠ عام، استطاع الملك مينا مؤسس الأسرة الفرعونية الأولى توحيد الوجهين القبلى والبحرى (الجنوب والشمال) فى مصر فى دولة موحدة، ووضع أقدم النظم التشريعية فى التاريخ الإنسانى عندما جعل من قانون " تحوت "، إله الحكمة، القانون الموحد السائد فى مصر بكاملها، واتخذ من مدينة " منف " عاصمة ومركزاً إدارياً لأول دولة مركزية موحدة فى التاريخ، تمتلك جهازاً منظماً فى الحكم والإدارة والقضاء والتعليم والشرطة والجيش وغيرها .

وتدل آثار الحضارة الفرعونية على مدى ما بلغه المصريون من تقدم فى نظم الحكم والإدارة . فكان الملك (الفرعون) على رأس الدولة، وهو يعين الخازن الأعظم أو جابى الضرائب .. وكان يوجد عدد كبير من الموظفين يعينون بمرسوم ملكى ويتدرجون فى وظائفهم . كما طبقت مصر منذ عصر الدولة القديمة نظاماً ناجحاً للحكم المحلى.

ومنذ الأسرتين الثالثة والرابعة من الدولة المصرية القديمة ظهرت المراسيم والتشريعات المختلفة مثل التشريع الذى حدد أوقات عمل الفلاح . ومثل تشريع الملك منكاورع الذى استهدف محاربة السخرة .

ونستطيع أن نتبين مدى التقدم والتنوع فى المهام التى تؤديها الدولة من مطالعة نقوش مقبرة "رخميرع" رئيس وزراء ورئيس قضاة الملك تحتمس الثالث على جدران مقبرته فى طيبة ، إذ تحتوى على تسجيل كامل للتشريعات الخاصة بشرح أعمال الوزير ووظائفه .

Les plus anciennes législations dans l'histoire de l'humanité'

L'Egypte a offert à l'humanité les plus anciens systèmes législatifs et administratifs . Les bords du Nil avaient vu naître le plus ancien gouvernement organisé qui avait érigé les plus grandes civilisations humaines.

Au fil des temps, les civilisations égyptiennes se sont succédées et épanouies reposant sur des bases solides en matière de systèmes et d'arts de gouvernement et d'administration .

Avant 5200 ans environ, le roi Ménéès, fondateur de la première dynastie pharaonique, avait unifié la Haute-Egypte et la Basse-Egypte (le Sud et le Nord) en un seul Etat, et avait établi les plus anciens systèmes législatifs dans l'histoire humaine en faisant de la loi de Thot (Dieu du savoir) la loi unifiée qui régnait dans toute l'Egypte . Il avait fait de la ville de Memphis la capitale et le centre administratif du premier Etat central unifié de l'histoire ayant possédé un appareil organisé embrassant le gouvernement, l'administration, la magistrature, l'enseignement, la police, l'armée et autres.

Les monuments pharaoniques montrent la portée du progrès enregistré par les anciens Egyptiens en matière de systèmes de gouvernement et d'administration. Le roi (le pharaon) avait été à la tête de l'Etat. Il désignait le grand trésorier ou le percepteur'. Il y avait un grand nombre de fonctionnaires désignés en vertu d'un décret royal et hiérarchisés dans leurs postes . L'Egypte avait appliqué depuis l'époque de l'Etat ancien un système réussi d'administration locale.

Depuis les troisième et quatrième dynasties de l'ancien Etat égyptien , les différents décrets et législations avaient vu le jour, tels que la législation fixant les horaires du travail du paysan, et celle du roi Mykérinos qui visait à lutter contre la corvée.

Les inscriptions qui couvrent les murs de la tombe de Rakhmeira premier ministre et grand magistrat du roi Thoutmès III à Thèbes laissent voir le progrès et la variété des tâches confiées à l'Etat. L'on y trouve gravées dans leur intégralité les législations portant sur les attributions du ministre .

وفى عصر الدولة الفرعونية الحديثة برز دور الملك حور محب الذى يعد من أهم المشرعين فى تاريخ الإنسانية .. حيث تميزت تشريعاته بالطابع المدنى بعيداً عن الاعتبارات الدينية ، كما اهتم بإصدار العديد من القوانين التى تنظم العلاقة بين الفرد والسلطة الحاكمة .. كما كان لتشريعاته فضل السبق فى ترسيخ فكرة الحريات والحقوق العامة مثل حرمة المسكن وحرمة الطريق، كما أكد فكرة أن الوظيفة العامة هى خدمة للشعب وليست وسيلة للتسلط عليه .. وأن الموظف العام خادم للشعب وليس سيداً عليه.

وقد تركت الحضارة الفرعونية العديد من آثار وشواهد هذا التطور الإدارى والتشريعى من بينها النص الذى وجد فى مقبرة الأميرة "أيدوت" بمنطقة سقارة والذى يعد أقدم تشريع ضرائبى فى التاريخ.

وكثيراً ما سجل المصريون القدماء على معابدهم ومقابرهم صور الملك وهو يقدم " ماعت" رمز العدالة والقانون إلى الآلهة، فى إشارة واضحة إلى تقديس مفاهيم وقيم العدل وسيادة القانون.

وعقب دخول الاسكندر الأكبر مصر عام ٣٣٠ قبل الميلاد بدأ الحكم اليونانى لمصر، وبعد وفاة الاسكندر جاءت فترة الحكم البطلمى ثم الرومانى .. ورغم قسوة الحكم الرومانى فقد استطاع المصريون الحفاظ على معظم تقاليدهم ونظمهم وعاداتهم حتى دخلت المسيحية مصر فى النصف الأول من القرن الأول الميلادى، حيث أسهمت الكنيسة المصرية فى ترسيخ العديد من الأنظمة والتقاليد .

A l'époque de l'Etat pharaonique moderne , le roi Horem Heb jouait un rôle très significatif . Il compte parmi les plus importants législateurs de l'histoire humaine . Ses législations avaient un caractère civil loin de toutes considérations religieuses . Il était soucieux de faire de nombreuses lois qui régissent les rapports entre

l'individu et le gouvernement. Ses législations avaient été les premières à ancrer l'idée des libertés et des droits publics tels que l'inviolabilité du domicile et celle de la route. Il mettait également l'accent sur l'idée que la fonction publique est au service du peuple non un moyen de le dominer, et que le fonctionnaire public est le serviteur du peuple non son maître .

La civilisation pharaonique nous avait laissé beaucoup de traces et de témoignages de cette évolution administrative et législative, dont le texte trouvé dans la tombe de la princesse Edote à Sakkara qui constitue la plus ancienne législation fiscale de l'histoire .

Les anciens Egyptiens gravaient souvent sur les murs de leurs temples et de leurs tombes la figure du roi qui présente aux dieux "Macet", symbole de la justice et de la loi, en signe éloquent de consécration des concepts et des valeurs de la justice et de la souveraineté de la loi .

Le règne grec en Egypte commençait à la suite de l'entrée d'Alexandre le Grand en Egypte en 330 av. J.-C. Après la mort de celui-ci, c'étaient les règnes ptolémaïque ensuite romain. En dépit de la cruauté du règne romain les Egyptiens conservaient la plupart de leurs traditions et coutumes jusqu'à ce que le christianisme ait pénétré en Egypte pendant la première moitié du 1er siècle apr.J.-C. où l'Eglise égyptienne contribuait à consacrer plusieurs systèmes et traditions.

وفى العصر الإسلامي استمدت نظم الحكم والتشريع من القرآن الكريم والسنة النبوية الشريفة استناداً إلى مبدأ الشورى الذى يعد أحد المبادئ الأساسية فى نظم الحكم فى الإسلام .

وعندما أصبحت مصر عاصمة للخلافة الفاطمية (٩٦٩ - ١١٧١م) تطورت نظم الحكم والتشريع ، كما تم تخطيط مدينة القاهرة كعاصمة لمصر وللخلافة الإسلامية.

وفى عصر الدولة الأيوبية (١١٧١ - ١٢٥٠م) أصبحت القلعة مقراً للحكم ومركزاً للسلطة وتنوعت المجالس التشريعية والقضائية. فأقيم مجلس

للعدل ومجلس للنظر فى المظالم وغيرهما .. وقد تضمنت أعمال هذه المجالس إصدار التشريعات والقوانين وعقد المعاهدات مع الدول الأجنبية.

وفى عصر المماليك (١٢٥٠ - ١٥١٧) شيد السلطان الظاهر بيبرس دار العدل بقلعة صلاح الدين الأيوبي لتكون مقراً للحكم .. وكانت اختصاصات مجلس الحكم فى ذلك العهد تشمل إصدار التشريعات وتنفيذها وفض المنازعات علاوة على عقد المفاوضات مع الدول المجاورة .

وفى العصر العثمانى (١٥١٧ - ١٨٠٥) كانت المحاكم الشرعية هى النظام المطبق فى مصر، وكان القضاة يطبقون الأحكام من الشريعة مباشرة على كل المنازعات المدنية والجنائية والأحوال الشرعية ، وظل هذا الأمر قائماً حتى نهاية القرن الثامن عشر .

وقد شهدت مصر فى السنوات الأخيرة من القرن الثامن عشر تطورات سياسية واجتماعية هامة على مستوى الفكر والممارسة . ففى عام ١٧٩٥ وبعد أقل من ست سنوات من الثورة الفرنسية ، شهدت القاهرة انتفاضة اجتماعية سياسية كبرى من أجل الحقوق والحريات وسيادة القانون ، برزت فيها بصورة قاطعة مواقف القوى الوطنية والقيادات الشعبية من قضايا الشعب، وتبنت فيها طلائع هذه القوى المطالب الوطنية فى العدالة والمساواة والحرية .

ففى إطار تصاعد المقاومة الشعبية ضد الوالى العثمانى والمماليك . كانت مصر على شفا ثورة شعبية هائلة أفضت إلى انتزاع العلماء والزعامات الشعبية "حجة" مكتوبة من الوالى العثمانى والمماليك. وكانت هذه الحجة بمثابة " ماجناكارتا" مصر الأولى حيث تطلعت إلى وضع ضوابط واضحة للعلاقة بين الفرد والسلطة بشأن عدم فرض مغارم أو ضرائب بغير موافقة علماء الأزهر بوصفهم ممثلى الشعب .

A l'ère islamique, les régimes de gouvernement et la législation étaient inspirés du Saint Coran et de la Sunna (tradition du Prophète Mohammad) et basés sur le principe de délibération qui constitue l'un des principes fondamentaux des régimes de gouvernement dans l'Islam.

Lorsque l'Egypte était devenue la capitale du califat fatimide (979-1171 apr.J.-C.) , les systèmes de gouvernement et la législation évoluaient, et la ville du Caire était aménagée comme capitale de l'Egypte et du califat islamique.

A l'époque des Ayyubides (1171-1250 ap.J.-C.) la citadelle devenait le siège du pouvoir et les Conseils législatifs et judiciaires variaient. Etaient créés donc un

Conseil de justice, une cour de griefs, ainsi que d'autres. Parmi les tâches de ces Conseils figuraient l'adoption des législations et des lois, de même que la conclusion des traités avec les Etats étrangers .

A l'époque mamelouke (1250 ' 1517) , le sultan Al Dhaher baybars eut mis en place la Maison de justice dans la citadelle de Salah Al-Dine pour en faire le siège du pouvoir. Le Conseil du pouvoir avait pour attributions l'adoption et la mise en vigueur des législations, le règlement des litiges, outre l'engagement des négociations avec les pays voisins.

A l'ère ottomane (1517-1805), était appliqué en Egypte le système des tribunaux de la Charia. Les juges appliquaient à tous les litiges civils, criminels et de statut personnel des jugements tirés directement de la Charia (la loi islamique). Cet état de choses s'était maintenu jusqu' à la fin du XVIIIè siècle.

Au cours des dernières années du XVIIIè siècle, l'Egypte était le théâtre d'importants développements politiques et sociaux sur les plans intellectuel et pratique.

En 1795 et après moins de six ans de la Révolution française, le Caire a assisté à un grand soulèvement socio-politique réclamant des droits, des libertés et la souveraineté de la loi, soulèvement où les positions des forces patriotiques et des commandements populaires étaient nettement favorables aux causes de la nation, et les avant-gardes de ces forces faisaient leurs revendications nationales de justice, d'égalité et de liberté.

Dans le contexte de la montée de la résistance populaire qui s'opposait au wali ottoman et aux mamelouks, l'Egypte se trouvait au seuil d'une grande révolution populaire amenant les ulémas et les leaders populaires à arracher au wali et aux mamelouks un acte écrit qui faisait office de première Magna Carta de l'Egypte. Cet acte visait à établir des règles nettes susceptibles de régir les rapports entre l'individu et le pouvoir pour éviter l'imposition de peines pécuniaires ou de droits sauf consentement des ulémas d'Al Azhar en leur qualité de représentants du peuple.

عقب انتهاء الحرب العالمية الأولى اندلعت الثورة المصرية فى عام ١٩١٩ مطالبة بالحريّة والاستقلال لمصر ، وإقامة حياة نيابية وديمقراطية كاملة. وأسفرت هذه الثورة عن صدور تصريح ٢٨ فبراير ١٩٢٢ الذى اعترف بمصر دولة مستقلة ذات سيادة (مع وجود تحفظات أربعة) ، كما تضمن إنهاء الحماية البريطانية على مصر.

واستناداً إلى هذا الواقع الجديد تم وضع دستور جديد للبلاد صدر فى أبريل عام ١٩٢٣ ، ووضعته لجنة مكونة من ثلاثين عضواً ، ضمت ممثلين للأحزاب السياسية ، والزعامات الشعبية ، وقادة الحركة الوطنية.

وقد أخذ دستور عام ١٩٢٣ بالنظام النيابى البرلمانى القائم على أساس الفصل والتعاون بين السلطات .. ونُظمت العلاقة بين السلطتين .. التشريعية والتنفيذية .. على أساس مبدأ الرقابة والتوازن .. فجعل الوزارة مسؤولة أمام البرلمان الذى يملك حق طرح الثقة فيها.. بينما جعل من حق الملك حل البرلمان ، ودعوته إلى الانعقاد ، ولكنه أعطى للبرلمان حق الاجتماع بحكم الدستور إذا لم يُدع فى الموعد المحدد.

كما أخذ دستور عام ١٩٢٣ بنظام المجلسين ، وهما : مجلس الشيوخ ومجلس النواب. وبالنسبة لمجلس النواب نص الدستور على أن جميع أعضائه منتخبون ، ومدة عضوية المجلس خمس سنوات .

أما مجلس الشيوخ فكان ثلاثة أخماس أعضائه منتخبين ، وكان الخمسان معينين . وأخذ الدستور بمبدأ المساواة فى الاختصاص بين المجلسين كأصل عام ، مع بعض الاستثناءات.

وقد تزايد عدد أعضاء المجلسين من فترة لأخرى ، حيث كان الدستور يأخذ بمبدأ تحديد عدد أعضاء المجلسين بنسبة معينة من عدد السكان. فكان أعضاء مجلس النواب فى ظل دستور سنة ١٩٢٣ هو ٢١٤ عضواً واستمر كذلك من عام ١٩٢٤ إلى عام ١٩٣٠ ، ثم زاد إلى ٢٣٥ عضواً ، ثم نقص العدد فى ظل دستور سنة ١٩٣٠ الذى استمر العمل به من ١٩٣١ - ١٩٣٤ إلى ١٥٠ عضواً ، ثم زاد العدد مرة أخرى فى ظل عودة دستور ١٩٢٣ الذى استمر العمل به من ١٩٣٦ - ١٩٥٢ ليصبح ٢٣٢ عضواً من ١٩٣٦ إلى ١٩٣٨ ، ثم أصبح العدد ٢٦٤ عضواً من ١٩٣٨ إلى ١٩٤٩ ، ثم زاد بعد ذلك فى عام ١٩٥٠ إلى ٣١٩ عضواً وظل كذلك حتى قيام ثورة يوليو فى عام ١٩٥٢.

وكان البرلمان الذى نص عليه الدستور المصرى الصادر عام ١٩٢٣ خطوة متقدمة فى طريق الحياة البرلمانية والنيابية فى مصر، إلا أن الممارسة على أرض الواقع جاءت مشوبة بالعديد من السلبيات ، فتراوحت الحياة السياسية خلال الفترة من ١٩٢٣ - ١٩٥٢ ما بين فترات مديمقراطى وشعبى محدودة ، وفترات انحسار نجمت عن تدخل من سلطات الاحتلال والقصر شغلت معظم هذه الفترة ، الأمر الذى أسفر عن حل البرلمان نحو عشر مرات . فوق ذلك شهد عام ١٩٣٠ صدور دستور

جديد للبلاد ، استمر العمل به لمدة خمس سنوات كانت بمثابة نكسة للحياة الديمقراطية ، إلى أن عادت البلاد مرة أخرى إلى دستور عام ١٩٢٣ ، وذلك فى عام ١٩٣٥ .

وهكذا تردت الأوضاع الدستورية ؛ لأسباب داخلية وخارجية لتصل إلى الحالة التى كانت عليها البلاد قبيل ثورة ١٩٥٢ ، والتى اتصفت بقدر كبير من عدم الاستقرار السياسى والحكومى ، لدرجة أن مصر تعاقب عليها ٤٠ وزارة ، وتعديل وزارى ، خلال الفترة من ١٩٢٣ - ١٩٥٢ م.

Une fois que la première guerre mondiale a pris fin, la Révolution de 1919 a éclaté revendiquant la liberté et l'indépendance du pays ainsi que l'établissement d'une vie parlementaire et démocratique. Cette révolution a abouti à la Déclaration du 28 février 1922 en vertu de laquelle le protectorat britannique a pris fin et l'Égypte a été proclamée État indépendant et souverain mais, sous réserve de quatre points. Partant de cette nouvelle réalité un comité formé de trente membres dont des représentants des partis politiques, les leaders populaires et les dirigeants du mouvement nationaliste, établit une nouvelle Constitution qui fut promulguée en avril 1923.

La Constitution de 1923 a établi le régime parlementaire basé sur l'indépendance et la collaboration des pouvoirs. Le rapport entre le Législatif et l'Exécutif est fondé sur le principe de contrôle et d'équilibre. La Constitution a consacré la responsabilité du Ministère devant le Parlement qui a le droit de lui retirer la confiance. En même temps, elle a investi le Roi du droit de dissoudre le parlement. Elle lui a également conféré le droit de convoquer ce dernier qui, à défaut de convocation à la date prévue par la Constitution, se réunit de plein droit.

La Constitution de 1923 a adopté le principe du bicamérisme. Le parlement se compose de deux chambres ; le Sénat et la Chambre des Députés. Les membres de celle-ci sont tous élus pour un mandat de 5 ans. Quant au Sénat, les deux cinquièmes de ses membres sont nommés et les autres trois cinquièmes sont élus. En fait, la Constitution a appliqué le principe d'égalité des deux chambres en général, avec ' toutefois - quelques exceptions.

La Constitution l'ayant proportionné à celui de la population, l'effectif des deux chambres a changé d'une époque à l'autre. Sous la Constitution de 1923, l'effectif de la Chambre des Députés était de 214 membres. Il demeurait ainsi de 1924 à 1930 pour s'élever à 235 membres. Mais sous la Constitution de 1930 qui était en vigueur de 1931 à 1934, ce nombre a été ramené à 150 membres pour augmenter une autre fois avec le retour de la Constitution de 1923 en rigueur de 1936 à 1952 pour devenir 232 membres dans la période de 1936 à 1938, 264 membres dans la période de 1938 à 1949 et augmenter à 319 membres à partir de 1950 jusqu' à l'éclatement de la Révolution de juillet 1952.

Le parlement prévu par la Constitution de 1923 représenta un pas en avant sur la voie parlementaire en Égypte. Toutefois, la pratique fut entachée de plusieurs inconvénients. Entre 1923 et 1952 la vie politique tanguait entre des périodes limitées de flux démocratique et populaire et des périodes fréquentes de reflux résultant de l'ingérence des autorités de l'occupation et de la Cour,

ce qui amenait à dissoudre le parlement près de dix fois. En plus, la Constitution de 1930 demeurait en vigueur pendant 5 ans ' considérés comme une rechute de la vie démocratique ' jusqu'à la rentrée en vigueur en 1935 de la Constitution de 1923.

En fait, avant la Révolution de 1952, la vie politique était largement agitée pour des raisons internes aussi bien qu'externes. Cette instabilité s'est traduite par la succession, dans la période de 1923 à 1952, de 40 gouvernements et remaniements ministériels.

كان من بين المبادئ الأساسية لثورة ٢٣ يوليو ١٩٥٢ في مصر ، مبدأ " إقامة حياة ديمقراطية سليمة " ، وذلك بعد أن قامت الثورة بإلغاء الدستور السابق وإعلان الجمهورية وحل الأحزاب .

وفي عام ١٩٥٦ صدر الدستور الجديد ، وتم بمقتضاه تشكيل مجلس الأمة في ٢٢ من يوليو ١٩٥٧ من ٣٥٠ عضواً منتخباً ، وقد فض هذا المجلس دور انعقاده العادي الأول في ١٠ فبراير سنة ١٩٥٨ .

وفى فبراير ١٩٥٨ ونظراً لقيام الوحدة بين مصر وسوريا ألغى دستور ١٩٥٦ ، وصدر دستور مؤقت للجمهورية العربية المتحدة فى مارس سنة ١٩٥٨ ، شكل على أساسه مجلس أمة مشترك من المعينين (٤٠٠ عضو من مصر - ٢٠٠ عضو من سوريا) وعقد أول اجتماع فى ٢١ من يوليو ١٩٦٠ واستمر حتى ٢٢ يونية عام ١٩٦١ ، ثم وقع الانفصال بين مصر وسوريا فى ٢٨ سبتمبر ١٩٦١ .

وفى مارس ١٩٦٤ صدر دستور مؤقت آخر فى مصر، تم على أساسه إنشاء مجلس الأمة من ٣٥٠ عضواً منتخباً ، نصفهم على الأقل من العمال والفلاحين ، انعكاساً لصدور قوانين يوليو ١٩٦١ الاشتراكية ، إضافة إلى عشرة نواب يعينهم رئيس الجمهورية.

واستمر هذا المجلس من ٢٦ مارس ١٩٦٤ إلى ١٢ نوفمبر سنة ١٩٦٨ ، واجريت انتخابات المجلس الجديد فى ٢٠ من يناير ١٩٦٩ والذى ظل قائماً بدوره حتى ٣٠ من أغسطس ١٩٧١ ، حيث مارس مجلس الأمة طوال هذه الدورات سلطاته الدستورية.

وفى ١١ من سبتمبر ١٩٧١ صدر الدستور القائم حالياً فى مصر، الذى طور دعائم النظام النيابى الديمقراطى مؤكداً على سيادة القانون واستقلال القضاء ، وأقر مبادئ التعددية الحزبية فى إطار المقومات والمبادئ الأساسية للمجتمع المصرى .

وشهدت الفترة التالية تحولات ديمقراطية متنامية ، ففي عام ١٩٧٦ أجريت الانتخابات التشريعية على أساس تعدد المنابر داخل الاتحاد الاشتراكي العربي ، وهو التنظيم السياسي الوحيد الذي كان قائما في ذلك الوقت.

Après avoir abrogé la Constitution précédente, proclamé le régime républicain et dissous les partis, la Révolution du 23 juillet 1952 a déclaré parmi ses principes essentiels celui d'établir une vie démocratique saine.

En 1956, a été proclamée la nouvelle Constitution en vertu de laquelle a été formée, le 22 juillet 1957, l'Assemblée nationale dont l'effectif était de 350 membres élus. Cette Assemblée a clôturé sa première session ordinaire le 10 février 1958.

En février 1958 et vu l'unité entre l'Égypte et la Syrie, la Constitution de 1956 a été supprimée et remplacée, en mars de l'année-même, par la Constitution provisoire de la République Arabe Unie qui a donné lieu à la formation d'une Assemblée nationale mixte dont tous

les membres étaient nommés (400 Égyptiens et 200 Syriens). Cette Assemblée a tenu sa première réunion le 21 juillet 1960 et siégeait jusqu'au 22 juin 1961. Le 28 septembre 1961, l'unité égypto-syrienne a cessé d'être.

En mars 1964, une autre Constitution provisoire a été promulguée portant création de l'Assemblée nationale. Celle-ci était composée de 350 membres élus dont la moitié au moins étaient ouvriers et paysans – pour répercuter les lois socialistes de juillet 1961 –, outre 10 membres nommés par le président de la République.

Cette Assemblée a duré du 26 mars 1964 jusqu'au 12 novembre 1968. Le 20 janvier 1969, se sont déroulées les élections d'une nouvelle Assemblée qui restait jusqu'au 30 août 1971. Au long de ces sessions, l'Assemblée nationale exerçait ses pouvoirs constitutionnels.

Le 11 septembre 1971, a été édictée la Constitution

actuellement en vigueur qui n'a pas manqué de développer les assises du régime parlementaire démocratique en Égypte. Elle a mis l'accent sur la souveraineté de la loi et l'indépendance de la magistrature, et a établi le multipartisme comme faisant partie des principes fondamentaux de la société.

La période suivante a témoigné de mutations démocratiques de plus en plus croissantes. En 1976, de nouvelles élections législatives ont eu lieu sur la base de la multiplicité des tribunes au sein de l'Union Socialiste Arabe, unique formation politique à l'époque.

فى عام ١٩٧٩ أجريت أول انتخابات تشريعية فى مصر على أساس حزبى، وذلك لأول مرة منذ إلغاء الأحزاب السياسية فى مصر عقب ثورة يوليو ١٩٥٢، شاركت فيها عدة أحزاب سياسية تكونت بعد صدور قانون الأحزاب السياسية فى عام ١٩٧٧ م.

وفى عام ١٩٨٠ تم إنشاء مجلس الشورى، وذلك لتوسيع دائرة المشاركة السياسية والديمقراطية .

وهكذا دخلت مصر مرحلة سياسية جديدة على أسس واضحة ومحددة من سيادة القانون ، واحترام التعددية ، وإعلاء قيم الحرية والمساواة.

وفى ١٤ من أكتوبر ١٩٨١ تولى الرئيس محمد حسنى مبارك رئاسة الجمهورية، حيث بدأت مصر عهداً تميز بالتعزيز المتواصل لمناخ الحرية وسيادة القانون، واطلاق الحريات العامة . وأدخلت عدة تعديلات بقوانين على نظام انتخاب مجلس الشعب ، بحثاً عن الأسلوب الأمثل للتمثيل الشعبى. ففى عام ١٩٨٣ تم إقرار نظام الانتخاب بالقائمة الحزبية ، والتمثيل النسبى . وشاركت فيها مختلف الأحزاب السياسية. وفى عام ١٩٨٦ صدر قانون بتعديل نظام الانتخاب على أساس الجمع بين نظام القوائم الحزبية والنظام الفردى.

غير أن التجربة أسفرت عن العودة إلى نظام الانتخاب الفردى . ففى عام ١٩٩٠ صدر قرار بقانون بالعودة إلى ذلك النظام ، وقسمت الجمهورية إلى ٢٢٢ دائرة انتخابية ، انتخب عن كل منها عضوان ، يكون أحدهما على الأقل من العمال والفلاحين . وأصبح عدد أعضاء مجلس الشعب ٤٥٤ عضواً منهم عشرة أعضاء يعينهم رئيس الجمهورية .

وقد أكمل هذا المجلس مدته الدستورية فى ١٢ من ديسمبر ١٩٩٥ ، حيث أجريت الانتخابات التشريعية ، وتم انتخاب المجلس الجديد الذى بدأ دور انعقاده الأول فى ١٣ من ديسمبر ١٩٩٥ .

En 1979, se sont déroulées les premières élections législatives basées sur le multipartisme depuis la suppression des partis politiques au lendemain de la

Révolution de 1952, et auxquelles ont participé de nombreux partis constitués en vertu de la loi régissant la constitution des partis politiques promulguée en 1977.

En 1980, a été créée l'Assemblée consultative pour élargir l'étendue de la participation à la vie politique et démocratique. C'est ainsi que l'Égypte est entrée dans une nouvelle étape politique ayant pour assises nettes la souveraineté de la loi, le respect du multipartisme et la primauté des valeurs de la liberté et de l'égalité.

Le 14 octobre 1981, le président Mohammad Hosny Moubarak a tenu les rênes du pouvoir. Son époque se caractérise par la liberté, la souveraineté de la loi et le respect des libertés publiques. En quête du système idéal de représentation populaire, plusieurs amendements ont été apportés – en vertu de lois – au système électoral de l'Assemblée du Peuple. En 1983, a été adopté le système d'élection au scrutin de liste proportionnelle et tous les partis politiques y ont pris part. En 1986, a été édictée une loi portant amendement au système électoral pour associer le système de scrutin de liste et celui de scrutin

uninominal. Mais en 1990, a été rétabli le système de scrutin uninominal et la République a été divisée en 222 circonscriptions. Chacune de celles-ci a élu 2 députés dont un au moins appartenait à la catégorie des ouvriers et des paysans. C'est ainsi que l'effectif de l'Assemblée s'est élevé à 454 membres dont 10 nommés par le président de la République.

Le 12 décembre 1995, cette Assemblée a terminé sa législature et cédé la place à la nouvelle élue qui a commencé sa première session le 13 décembre 1995.

الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

اعتمد بموجب قرار الجمعية العامة المؤرخ

1948 في ١٠ ديسمبر

الديباجة

لما كان الاعتراف بالكرامة المتأصلة في جميع
أعضاء الأسرة البشرية وبحقوقهم المتساوية الثابتة هو
أساس الحرية والعدل والسلام في العالم.

ولما كان تناسي حقوق الإنسان وازدراؤها قد أفضيا
إلى أعمال همجية آذت الضمير الإنساني، وكان غاية ما
يرنو إليه عامة البشر انبثاق عالم يتمتع فيه الفرد بحرية
القول والعقيدة ويتحرر من الفرع والفاقة.

ولما كان من الضروري أن يتولى القانون حماية
حقوق الإنسان لكيلا يضطر المرء آخر الأمر إلى التمرد
على الاستبداد والظلم.

ولما كانت شعوب الأمم المتحدة قد أكدت في الميثاق من جديد إيمانها بحقوق الإنسان الأساسية وبكرامة الفرد وقدره وبما للرجال والنساء من حقوق متساوية وحزمت أمرها على أن تدفع بالرقى الاجتماعي قدماً وأن ترفع مستوى الحياة في جو من الحرية أفسح.

ولما كانت الدول الأعضاء قد تعهدت بالتعاون مع الأمم المتحدة على ضمان اطراد مراعاة حقوق الإنسان والحريات الأساسية واحترامها.

ولما كان للإدراك العام لهذه الحقوق والحريات الأهمية الكبرى للوفاء التام بهذا التعهد.

فإن الجمعية العامة تنادي بهذا الإعلان العالمي لحقوق الإنسان على أنه المستوى المشترك الذي ينبغي أن تستهدفه كافة الشعوب والأمم حتى يسعى كل فرد وهيئة في المجتمع، واضعين على الدوام هذا الإعلان نصب أعينهم، إلى توطيد احترام هذه الحقوق والحريات عن طريق التعليم والتربية واتخاذ إجراءات مطردة، قومية وعالمية، لضمان الاعتراف بها ومراعاتها بصورة عالمية فعالة بين الدول الأعضاء ذاتها وشعوب البقاع الخاضعة لسلطانها.

Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948

**Adoptée par l'Assemblée générale dans sa
résolution le 10 décembre 1948**

PRÉAMBULE

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres

de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de

meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration Universelle des Droits de l'Homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en

assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

المادة ١

يولد جميع الناس أحراراً متساوين في الكرامة والحقوق، وقد وهبوا عقلاً وضميراً وعليهم أن يعامل بعضهم بعضاً بروح الإخاء.

المادة ٢

لكل إنسان حق التمتع بكافة الحقوق والحريات الواردة في هذا الإعلان، دون أي تمييز، كالتمييز بسبب العنصر أو اللون أو الجنس أو اللغة أو الدين أو الرأي السياسي أو أي رأي آخر، أو الأصل الوطني أو الاجتماعي أو الثروة أو الميلاد أو أي وضع آخر، دون أية تفرقة بين الرجال والنساء. وفضلاً عما تقدم فلن يكون هناك أي تمييز أساسه الوضع السياسي أو

القانوني أو الدولي لبلد أو البقعة التي ينتمي إليها الفرد سواء كان هذا البلد أو تلك البقعة مستقلا أو تحت الوصاية أو غير متمتع بالحكم الذاتي أو كانت سيادته خاضعة لأي قيد من القيود.

المادة ٣

لكل فرد الحق في الحياة والحرية وسلامة شخصه.

المادة ٤

لايجوز استرقاق أو استعباد أي شخص، ويحظر الاسترقاق وتجارة الرقيق بكافة أوضاعهما.

المادة ٥

لايعرض أي إنسان للتعذيب ولا للعقوبات أو المعاملات القاسية أو الوحشية أو الحاطة بالكرامة.

المادة ٦

لكل إنسان أينما وجد الحق في أن يعترف بشخصيته القانونية.

المادة ٧

كل الناس سواسية أمام القانون ولهم الحق في التمتع بحماية متكافئة عنه دون أية تفرقة، كما أن لهم جميعاً الحق في حماية متساوية ضد أي تمييز يخل بهذا الإعلان وضد أي تحريض على تمييز كهذا.

المادة ٨

لكل شخص الحق في أن يلجأ إلى المحاكم الوطنية لإنصافه عن أعمال فيها اعتداء على الحقوق الأساسية التي يمنحها له القانون.

المادة ٩

لا يجوز القبض على أي إنسان أو حجزه أو نفيه تعسفاً.

المادة ١٠

لكل إنسان الحق، على قدم المساواة التامة مع الآخرين، في أن تنظر قضيته أمام محكمة مستقلة نزيهة نظراً عادلاً علنياً للفصل في حقوقه والتزاماته وأية تهمة جنائية توجه إليه.

Article premier.

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2.

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4.

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.

Article 5.

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6.

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 7.

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8.

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9.

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Article 10.

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

المادة ١١

(١) كل شخص متهم بجريمة يعتبر بريئاً إلى أن تثبت إدانته قانوناً بمحاكمة علنية تؤمن له فيها الضمانات الضرورية للدفاع عنه.

(٢) لا يبدان أي شخص من جراء أداة عمل أو الامتناع عن أداة عمل إلا إذا كان ذلك يعتبر جرمًا وفقاً للقانون الوطني أو الدولي وقت الارتكاب، كذلك لا توقع عليه عقوبة أشد من تلك التي كان يجوز توقيعها وقت ارتكاب الجريمة.

المادة ١٢

لا يعرض أحد لتدخل تعسفي في حياته الخاصة أو أسرته أو مسكنه أو مراسلاته أو حملات على شرفه وسمعته، ولكل شخص الحق في حماية القانون من مثل هذا التدخل أو تلك الحملات.

المادة ١٣

(١) لكل فرد حرية التنقل واختيار محل إقامته داخل حدود كل دولة.

(٢) يحق لكل فرد أن يغادر أية بلاد بما في ذلك بلده كما يحق له العودة إليه.

المادة ١٤

(١) لكل فرد الحق في أن يلجأ إلى بلاد أخرى أو يحاول الالتجاء إليها هرباً من الاضطهاد.

(٢) لا ينتفع بهذا الحق من قدم للمحاكمة في جرائم غير سياسية أو لأعمال تناقض أغراض الأمم المتحدة ومبادئها.

المادة ١٥

(١) لكل فرد حق التمتع بجنسية ما.

(٢) لا يجوز حرمان شخص من جنسيته تعسفاً أو إنكار حقه في تغييرها.

المادة ١٦

(١) للرجل والمرأة متى بلغا سن الزواج حق التزوج وتأسيس أسرة دون أي قيد بسبب الجنس أو الدين، ولهما حقوق متساوية عند الزواج وأثناء قيامه وعند انحلاله.

(٢) لا يبزم عقد الزواج إلا برضى الطرفين الراغبين في الزواج رضى كاملاً لا إكراه فيه.

(٣) الأسرة هي الوحدة الطبيعية الأساسية للمجتمع ولها حق التمتع بحماية المجتمع والدولة.

المادة ١٧

(١) لكل شخص حق التملك بمفرده أو بالاشتراك مع غيره.

(٢) لا يجوز تجريد أحد من ملكه تعسفاً.

المادة ١٨

لكل شخص الحق في حرية التفكير والضمير والدين، ويشمل هذا الحق حرية تغيير ديانته أو عقيدته، وحرية الإعراب عنهما بالتعليم والممارسة وإقامة الشعائر ومراعاتها سواء أكان ذلك سراً أم مع الجماعة.

المادة ١٩

لكل شخص الحق في حرية الرأي والتعبير، ويشمل هذا الحق حرية اعتناق الآراء دون أي تدخل، واستقاء

الأنباء والأفكار وتلقيها وإذاعتها بأية وسيلة كانت دون
تقيد بالحدود الجغرافية.

المادة ٢٠

(١) لكل شخص الحق في حرية الاشتراك في
الجمعيات والجماعات السلمية.

(٢) لا يجوز إرغام أحد على الانضمام إلى جمعية ما.

Article 11.

Toute personne accusée d'un acte

délictueux est présumée innocente jusqu'à ce
que sa culpabilité ait été légalement établie
au cours d'un procès public où toutes les
garanties nécessaires à sa défense lui auront
été assurées.

Nul ne sera condamné pour des actions ou
omissions qui, au moment où elles ont été
commises, ne constituaient pas un acte
délictueux d'après le droit national ou
international. De même, il ne sera infligé

aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12.

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 13.

Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Article 14.

Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.

Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15.

Tout individu a droit à une nationalité.

Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 16.

A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

Article 17.

Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18.

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20.

Toute personne a droit à la liberté de réunion
et d'association pacifiques.

Nul ne peut être obligé de faire partie d'une
association.

المادة ٢١

(١) لكل فرد الحق في الاشتراك في إدارة الشؤون
العامة لبلاده إما مباشرة وإما بواسطة ممثلين يختارون
اختياراً حراً.

(٢) لكل شخص نفس الحق الذي لغيره في تقلد
الوظائف العامة في البلاد.

(٣) إن إرادة الشعب هي مصدر سلطة الحكومة،
ويعبر عن هذه الإرادة بانتخابات نزيهة دورية تجري
على أساس الاقتراع السري وعلى قدم المساواة بين

الجميع أو حسب أي إجراء مماثل يضمن حرية التصويت.

المادة ٢٢

لكل شخص بصفته عضواً في المجتمع الحق في الضمانة الاجتماعية وفي أن تحقق بوساطة المجهود القومي والتعاون الدولي وبما يتفق ونظم كل دولة ومواردها الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والتربوية التي لاغنى عنها لكرامته وللنمو الحر لشخصيته.

المادة ٢٣

(١) لكل شخص الحق في العمل، وله حرية اختياره بشروط عادلة مرضية كما أن له حق الحماية من البطالة.

(٢) لكل فرد دون أي تمييز الحق في أجر متساو للعمل.

(٣) لكل فرد يقوم بعمل الحق في أجر عادل مرض يكفل له ولأسرته عيشة لائقة بكرامة الإنسان تضاف إليه، عند اللزوم، وسائل أخرى للحماية الاجتماعية.

(٤) لكل شخص الحق في أن ينشئ وينضم إلى نقابات
حماية لمصلحته.

المادة ٢٤

لكل شخص الحق في الراحة، وفي أوقات الفراغ،
ولاسيما في تحديد معقول لساعات العمل وفي عطلات
دورية بأجر.

المادة ٢٥

(١) لكل شخص الحق في مستوى من المعيشة كاف
للمحافظة على الصحة والرفاهية له ولأسرته، ويتضمن
ذلك التغذية والملبس والسكن والعناية الطبية وكذلك
الخدمات الاجتماعية اللازمة، وله الحق في تأمين
معيشته في حالات البطالة والمرض والعجز والترمل
والشيخوخة وغير ذلك من فقدان وسائل العيش نتيجة
لظروف خارجة عن إرادته.

(٢) للأمومة والطفولة الحق في مساعدة ورعاية
خاصتين، وينعم كل الأطفال بنفس الحماية الاجتماعية
سواء أكانت ولادتهم ناتجة عن رباط شرعي أو بطريفة
غير شرعية.

المادة ٢٦

(١) لكل شخص الحق في التعلم، ويجب أن يكون التعليم في مراحله الأولى والأساسية على الأقل بالمجان، وأن يكون التعليم الأولي إلزامياً وينبغي أن يعمم التعليم الفني والمهني، وأن ييسر القبول للتعليم العالي على قدم المساواة التامة للجميع وعلى أساس الكفاءة.

(٢) يجب أن تهدف التربية إلى إنماء شخصية الإنسان إنماء كاملاً، وإلى تعزيز احترام الإنسان والحريات الأساسية وتنمية التفاهم والتسامح والصداقة بين جميع الشعوب والجماعات العنصرية أو الدينية، وإلى زيادة مجهود الأمم المتحدة لحفظ السلام.

(٣) للأباء الحق الأول في اختيار نوع تربية أولادهم.

المادة ٢٧

(١) لكل فرد الحق في أن يشترك اشتراكاً حراً في حياة المجتمع الثقافي وفي الاستمتاع بالفنون والمساهمة في التقدم العلمي والاستفادة من نتائجه.

(٢) لكل فرد الحق في حماية المصالح الأدبية والمادية المترتبة على إنتاجه العلمي أو الأدبي أو الفني.

المادة ٢٨

لكل فرد الحق في التمتع بنظام اجتماعي دولي تتحقق بمقتضاه الحقوق والحريات المنصوص عليها في هذا الإعلان تحقّقاً تاماً.

المادة ٢٩

(١) على كل فرد واجبات نحو المجتمع الذي يتاح فيه وحده لشخصيته أن تنمو نمواً حراً كاملاً.

(٢) يخضع الفرد في ممارسة حقوقه وحرياته لتلك القيود التي يقررها القانون فقط، لضمان الاعتراف بحقوق الغير وحرياته واحترامها ولتحقيق المقتضيات العادلة للنظام العام والمصلحة العامة والأخلاق في مجتمع ديمقراطي.

(٣) لا يصح بحال من الأحوال أن تمارس هذه الحقوق ممارسة تتناقض مع أغراض الأمم المتحدة ومبادئها.

ليس في هذا الإعلان نص يجوز تأويله على أنه يخول لدولة أو جماعة أو فرد أي حق في القيام بنشاط أو تأدية عمل يهدف إلى هدم الحقوق والحريات الواردة فيه.

Article 21.

Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22.

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23.

Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui

assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24.

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25.

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité

en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

Article 26.

Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27.

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28.

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29.

L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la

reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30.

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

الحرب علي الطريقة الأمريكية

وفقا لمنطق واشنطن ، يجب الآن أن تشتعل النيران في كل مكان ، فقد حانت ساعة الصليبيون لمقاومة الإرهاب ضد مخبأ أسامة بن لادن في تورا بورا . مع ذلك فأن أوربا غير مكرثة ، وهناك خشية في الجنوب وجزع واضح يغطي معظم بلدان العالم العربي والإسلامي .

النتائج واضحة ٤ آلاف قتيل على الأقل معظمهم من المدنيين ، و ٤ ملايين لاجئ ، وعودة للفوضى القبلية نتيجة للقضاء على السلطة المركزية . صحيح أن ما فعلته طالبان وتنظيم القاعدة عمل مروع لا يمكن تبريره ، ولكنه لا يبرر ما يفعله الأمريكيون في أفغانستان تحت أسم العدالة . مرة أخرى ، يدمر الأمريكيون أفغانستان بدعوى حمايتها .

مع ذلك ، فإن واشنطن لن تسمح لهذه التفاصيل بأن تفسد عليها الإحساس بالانتصار . تم تدمير طالبان والقاعدة ، لكن هذا الانتصار له أهمية أكبر بالنسبة للبنتاجون . فالنتيجة الأهم والغير مسبوقه هو أن القوة الجوية يمكن أن تكسب الحروب ، بدون مشاركة تقريبا من جانب القوات الأمريكية العاملة على الأرض ، وأن ذلك أيضا تم بلا ضحايا تقريبا . بالطبع ، فأن القوات العاملة على الأرض يمكن الاستغناء تماما عنها ، لكن الحاجة لها لم تعد ضرورية في الهجمات الكبيرة ، ولكن في مهام تكميلية يمكن أن يتولاها مرتزقة محليين مثل قوات تحالف الشماليين .

كانت هذه الحرب هي المسمار الأخير في نعش " عقدة فينتام " .

وما سعت إليه في البداية في صراع كوسوفو عام ١٩٩٩ ، يتحقق في أفغانستان .

بتجديد الثقة فيما أسماه المؤرخ العسكري " روسيل ويلى " بـ " الأسلوب الأمريكي في الحرب " الذي يقوم علي : القوة الضخمة ، التكنولوجيا المتقدمة ، الانتصار الشامل ، أصبحت واشنطن الآن تأخذ بجدية إمكانية التدخل بنفس الطريقة في البلدان الأخرى التي تزعم الولايات المتحدة بأنها تدعم الإرهابيين أو تؤويهم ، مثل اليمن ، والسودان ، الصومال ، والعراق المرشحين الرئيسيين للتدخل العسكري الأمريكي .

سيكون من المثير للدهشة ألا تؤدي الأحداث الجارية في أفغانستان إلى عدم تشجيع ودعم المخططات الخاصة بلعب دور عسكري أمريكي قوي في الحرب ضد المخدرات في كولومبيا . فقد قالت النيوزويك أن السلطات الكولومبية تسعى من أجل دور أمريكي أكثر حسماً من خلال مساعيها الراهنة لتوضيح التماثل بين طالبان وبين الحركات المسلحة التي تخوض حروب العصابات في كولومبيا ، بالطبع هناك اختلاف هام بين أفغانستان الصحراوية وبين أدغال كولومبيا وأحراشها .

ولكن ألا تمثل تلك مشكلة هامة ، وهى أن التكنولوجيا الأمريكية يمكن أن تحل مثل هذه المشكلات بلا صعوبة تذكر ؟

الوصاية الجديدة

مع استعادة الثقة في الطريقة الأمريكية في الحرب يعاد الاعتبار في التدخل الأمريكي المباشر في شئون البلدان النامية . حتى قبل ١١ سبتمبر ، كانت

الكثير من المجتمعات النامية ، خاصة في أفريقيا والشرق الأوسط ، تصنف كمجتمعات عاجزة .

لم يكن مقال " روبرت كابلان " فى الاتلانتيك عام ١٩٩٤ " المقال الوحيد ، بل كان أحد الكتابات العديدة المؤثرة في تقديم الحجج القوية دفاعا عن الرأي القائل بأن خروج الاستعمار لم يؤدي إلى استقرار سياسي في أفريقيا والشرق الأوسط ولكن أدى إلى السقوط في الفوضى التي تهدد العالم برمته بعدم الاستقرار .

بعد ١١ سبتمبر ، يتراجع النظر باحترام لكل من السيادة القومية وتقرير المصير في كل من واشنطن ولندن ، وانطلقت أصوات المفكرين المحافظين يعبرون عن رأيهم بأن الدول القوية لا تستطيع التوحد والترابط على الإطلاق .

وجاءت أحد الصياغات المؤثرة من "بول جونسون " الكاتب في المودرن تايمز :

افضل حل في المدى المتوسط سيكون إحياء لوصية الأمم النظام القديم لعصبة الأمم الخاص بالانتداب الدولي ، الذي عمل بشكل جيد كنظام استعماري موضع احترام فيما بين الحربين . كانت سوريا والعراق مفروض عليها نظاما في الانتداب أكثر نجاحا . أما السودان وليبيا وإيران فكانوا خاضعين لأنظمة شبيهة تحكمها معاهدة دولية .

إن البلدان التي لا تستطيع الحياة في سلام مع جيرانها والتي تشن حربا خفية ضد المجتمع الدولي لا يجب أن تنعم بالاستقلال الكامل .

ومع التراجع الراهن للأعضاء الدائمين في الأمم المتحدة ، وإن بدرجات متفاوتة ، فإن المبادرة التي يقودها الأمريكيون يجب ألا يصعب عليها ابتداع شكلا جديداً من الوصاية من جانب الأمم المتحدة يضع الدول الإرهابية تحت المراقبة .

ليس من المثير للدهشة ، أن القليل من هذه الرؤى تتحدث عن الأسباب الأصولية لردود الفعل المتطرفة مثل الإرهاب : الحدود الاستعمارية المفروضة التي أدت إلى استمرار الصراع فيما بعد الاستعمار ، واستمرار تهمة البلدان الجديدة في النظام الاقتصادي العالمي غير المتكافئ ، واستمرار السيطرة الشمالية على المناطق الغنية بالنفط والغاز لتزود بالنفط والوقود الحضارة الغربية .

تقدم حالة أفغانستان شكل الوصاية الجديدة أو نظام الانتداب الجديد المطلوب بعد فشل المبادرة الكبرى الأولى لمواجهة التمرد في الصومال عام ١٩٩٣ طلب من الاتحاد الأوروبي تقديم قوة احتلال دائمة ، تحت القيادة البريطانية بالطبع بينما تتولى الأمم المتحدة دور الوسيط الذي بتعيين " حكومة نموذجية " من بين الجماعات القبلية لملى الفراغ السياسي . إن إدراك التطورات الراهنة في أفغانستان ، تمكن المرء من أن يلاحظ أن واشنطن تعمل وفقاً للقاعدة التالية : الانفراد بالعمل العسكري ، والتعددية في التخطيط السياسي تجعل الآخرين موضع التأنيب واللوم إذا ما انهارت البنية السياسية .

حرب بلا حدود

الحرب ضد الإرهاب لا تعرف الحدود ، كذلك فإن الحرب في داخل الوطن يجب أن تمضي بنفس القوة.

وتقول إدارة بوش للأمريكيين أنهم الآن في حرب شاملة ضد الإرهاب تشبه الحرب العالمية الثانية ، وتتجاوز في شمولها الحرب الباردة ، تنتهك خلالها حقوق الناس فيما يعتبرونه أسراراً شخصية وتقييد حرية الحركة بواسطة القوانين والأوامر الواجبة التنفيذ التي تم تحريرها بسرعة وبطريقة يحسداهم عليها "جو ماكارثي" بعد تسعة أسابيع من شن الولايات المتحدة لهذه الحرب ، لاحظ "ديفيد كورن" في ذي نيشن بالرغم أن القوانين التي تم تحريرها والأوامر الواجبة التنفيذ التي تم توقيعها والخاصة بتشكيل محاكم عسكرية سرية لمحاكمة غير الأمريكيين ، قد جرمت المهاجرين ضمناً إلا أنها أيضاً تمنح النائب العام سلطة حبس المشتبه فترات غير محدودة ، والتوسع في استخدام وسائل مراقبة المكالمات التليفونية والمراقبة السرية ، والسماح باستخدام أدلة سرية في طلبات الهجرة والتي لا يستطيع الأجنبي أن يثبتها أو ينفیها ، وتدمير سرية العلاقة بين المحامي وموكله من خلال السماح للحكومة بالتصنت عليها ، وتأكيد الملامح العرقية الإثنية .

يندفع حلفاء أمريكا الأوربيين لعمل نفس الشيء ، مثلهم مثل واشنطنون ويغتنم الكثيرون منهم فرصة المناخ المعادى للإرهابيين للسعي من أجل إصدار مجموعة شاملة من التشريعات التي سعى إليها اليمينيون قبل أحداث ١١ سبتمبر . على خلاف ما يحدث في أمريكا سار المواطنون والبرلمانيون

ضد الأهداف الوحشية لتونى بلير والتي تسمح باعتقال وحبس أي أجنبي لفترة غير محدودة المدة إذا ما كان موضع اشتباه في أية أعمال إرهابية . تشكل التشريعات الأمريكية التي صدرت بعد سبتمبر مصدراً للانزعاج والقلق ليس فقط لأبغائها المحلية ، ولكن أيضاً لنتائجها الدولية .

أن ما نراه هو تأسيس نظام قانوني تسنه الولايات المتحدة وتلزم به الأطراف التي لم تشارك في صنعه المجموعة الأخيرة من القوانين والأوامر الواجبة التنفيذ . تمنح واشنطن نفسها من خلالها السلطة لعمل أي شيء خارج حدودها لكشف الأهداف الإرهابية التي تسعى القوات الأمريكية لاصطياد الإرهابيين _ والذي حرصت القوات الأمريكية على إظهارها مؤخراً ، في عمل لا يخلوا من قرصنة ، حينما صدوا على متن سفينة سنغافورية في البحر العربي بدون السماح لهم بذلك ، وسيطروا على طاقم السفينة وقاموا بتفتيش عن الإرهابيين لكنه لم يسفر عن شيء .

موعد مع القدر

في دراما كلاسيكية ، كان ١١ سبتمبر ما يمكن تسميته بأنه موعد مع القدر _ قوة أو حدث خارجي توجه ضربة قضاء وقدرًا لتسير الأمور لمصلحة أحد أبطال الرواية .

فقد كانت مهمة القاعدة في نيويورك أفضل هبه ممكنة للولايات المتحدة والمؤسسة العالمية في ظل الأزمة والأوضاع التاريخية السابقة على ١١ سبتمبر . قبل أسبوعين فقط من ١١ سبتمبر ، تظاهر حوالي ٣٠٠ ألف في جنوه في أكبر استعراض للقوة للحركات لمناهضة العولمة التي تعززت أكثر فاكثر منذ مظاهرات سياتل ، وواشنطن ، تشيانج ماي ، وبراغ ، ونيس ، وبورتو الجيري ، وهونولولو ، وجوتنبرج .

أكدت احتجاجات جنوه حقيقة أن شرعية المؤسسات الأساسية للسيطرة الاقتصادية العالمية .

صندوق النقد الدولي والبنك الدولي ومنظمة التجارة العالمية _ كانت في أسوأ وضع لها ، كذلك كان الحال بالنسبة لعقيدة الليبرالية وعدم التحكم في إدارة الاقتصاد والخصخصة التي جاءت تحت عنوان اقتصاديات الليبرالية الجديدة أو اتفاق واشنطن الجماعي ، هذا التآكل للمصداقية جاء نتيجة لسلسلة من الكوارث منها ، الأزمة الآسيوية ، تباطؤ الإصلاح الهيكلي في أفريقيا وأمريكا اللاتينية ، واتساع نطاق الأزمة المالية ، بها لتشمل روسيا ثم البرازيل ثم الأرجنتين .

أن ما جعل أزمة شرعية المؤسسات الرئيسية للعولمة الرأسمالية أزمة متفجرة بشدة ، هو أنها ارتبطت بالأزمة الهيكلية العميقة للاقتصاد العالمي ،

تبدت السمات الأساسية لهذه الأزمة البنوية في فائض الإنتاج الصناعي ، وزيادة الاحتكار لمواجهة انخفاض الربحية ، و أنشطته المضاربة المنفلتة في الأسواق المالية ، حيث تم القضاء على

٤,٦ تريليون دولار أمريكي من الثروة الصناعية _ وهو ما يعادل نصف الناتج القومي الأمريكي _ في أواخر عام ٢٠٠٠ وبدايات عام ٢٠٠١ ، تلاشي " الاقتصاد الجديد " المزعوم وسقط في الركود ، إن وصفية الركود العالمي وعمقه أدى إلى صعود تعبير " الانكماش المتزامن " الذي يصف عملية ناتجة بشكل خاص عن التشابكات و التكاملات الاقتصادية الأكبر الناجمة عن عولمة التجارة والاستثمار والتمويل .

مع وعد العولمة بالازدهار والقضاء على الفقر والحد من عدم المساواة . فإنه ليس من المثير للدهشة أن يقول " فريد بيرجستن " للجنة الثلاثية (المشكلة منظمة التجارة العالمية والبنك الدولي وصندوق النقد الدولي) إن القوي المناهضة للعولمة كانت " في موقع الهيمنة " .

علاوة على ذلك ، قبل ١١ سبتمبر ، لم ينتاب تأكل الشرعية المؤسسات الحكومية الاقتصادية للعولمة فقط ، ولكنه انتاب أيضا مؤسسات الحكم السياسي في الشمال ، خاصة في الولايات المتحدة . بدأت أعداد متزايدة من الأمريكيين تدرك أن ديمقراطيتهم الليبرالية فاسدة تماما نتيجة للسياسات المالية المشتركة للطبقة الثرية الحاكمة . في حملة الانتخابات الرئاسية الأمريكية لعام ٢٠٠٠ ، خاض سيناتور " جون مكين " حملة شعبية تركزت على قضية : إصلاح النظام الانتخابي الذي ليس له نظير في العالم .

الحقيقة أن المرشح الذي يحظى بأكبر تأييد من جماعات المصالح الرأسمالية الكبرى خسر أصوات الجماهير _ وطبقا لبعض الدراسات ، خسر الانتخابات وأيضا ومع ذلك فقد انتهى به المصير إلي رئاسة أكثر الديمقراطيات الليبرالية قوة في العالم لم تعد بقيادة على دعم مشروعية النظام السياسي الذي يوصف من جانب الكثير من المراقبين باعتباره نظام في دولة نحيا حالة " حرب أهلية ثقافية " بين المحافظين والليبراليين ، وفي حالة استقطاب حاد يشطر البلاد إلي نصفين بين قطبي الصراع .

مقتل ٥ أمريكيين فى تحطم مروحية بالعراق

لقى ٤ جنود أمريكيين من قوات المارينز مصرعهم إثر تحطم مروحياتهم قرب مدينة كربلاء جنوب غرب العراق مساء الإثنين فيما قُتل الخامس وهو يحاول إنقاذ الجنود الأربعة.

وأعلن متحدث باسم وزارة الدفاع الأمريكية (البننتاجون) أن طائرة هليكوبتر عسكرية من طراز "سى إتش ٤٦" يستخدمها سلاح مشاة البحرية فى نقل الجنود فقدت، ومن المعتقد أنها سقطت فى العراق.

وأكد مسئول عسكري أمريكي آخر - طلب عدم الكشف عن هويته- لوكالة الأنباء الفرنسية أن المارينز الأربعة قُتلوا لدى سقوط المروحية فى مسطح مائى قرب كربلاء، مضيفاً أنه لم تتوافر مؤشرات عن إطلاق نيران معادية.

وقال المسئول "نعتقد أن الطاقم المؤلف من ٤ من المارينز لم ينجُ"، مضيفاً أن جندياً خامساً شاهد سقوط المروحية حاول إنقاذهم ولم ينج هو أيضاً. ولم يقدم المسئول مزيداً من التفاصيل.

وفى آخر حوادث تحطم الطائرات الأمريكية فى العراق لقى ٣ أمريكيين مصرعهم، وأصيب جندي واحد فى تحطم مروحية من طراز "يو إتش ٦٠" بلاك هوك" فى نهر دجلة بشمال بغداد.

الديمقراطية والإصلاح السياسي

تمثل عمليات المقارنة محور جهود علم السياسة بصفة عامة، وحقل السياسة المقارنة بصفة خاصة، لصياغة نظريات تفسيرية عامة حول الظواهر السياسية المختلفة. ضمن هذه التقاليد، واجه حقل السياسة المقارنة أكبر تحدياته عند دراسة عمليات سياسية عديدة ومتشابهة في مجتمعات مختلفة، وعبر فترات تاريخية متباينة، وضمن سياقات متنوعة. كذلك، كان هناك انشغال دائم بضرورة إيجاد توازن بين الوقائع والفهم النظري، والربط بين معطيات الواقع والتحليل التفسيري. ويعتبر هذا الترابط الضروري بين الأدلة الإمبريقية والتفسيرات النظرية أمراً جوهرياً لحقل السياسة المقارنة، فبدون أدلة موثوقة لن يتيسر أساساً للمقارنة وصياغة واختبار النظريات التفسيرية، وبدون نظريات تفسيرية وأطر تحليلية يصبح البحث عن الأدلة عملاً عشوائياً واعتباطياً.

تركز هذه الدراسة على إحدى الظواهر السياسية الرئيسة في زمننا هذا، الديمقراطية والإصلاح السياسي. تهدف هذه الدراسة، أساساً، إلى استعراض الأدبيات التي تناولت هذا الموضوع والمداخل النظرية التي وظفتها والتفسيرات التي قدمتها. بحسبان أن أدبيات الديمقراطية والإصلاح السياسي منتشرة ومتنوعة وتغطي مواضيع وقضايا متباينة، وبحسبان أن هذه الدراسة، بطبيعة السياق المقدمة فيه، لا تستطيع أن تتناول كل القضايا

وجميع المواضيع التي اهتمت بها هذه الأدبيات، كان من الضروري التركيز على عدد محدود من هذه القضايا والمواضيع التي يعتقد معد هذه الدراسة أنها الأكثر أهمية للديمقراطية والإصلاح السياسي، الأمر الذي قد لا يتفق معه الكثير من المتخصصين والباحثين. ولكن هكذا هي طبيعة الاختيار في القضايا الاجتماعية والسياسية التي تستند في جانب كبير منها على معايير وتفضيلات ذاتية لا يمكن التخلص منها ولا يجوز تجاهلها.

مثلت عمليات الديمقراطية أو التحول الديمقراطي الظاهرة العالمية الأهم خلال العقود الأخيرة من القرن العشرين. قبل ذلك، كان هناك عدد قليل من النظم الديمقراطية في أمريكا اللاتينية وآسيا وأفريقيا والشرق الأوسط. بدلا من ذلك، كانت الساحة السياسية مليئة بأشكال مختلفة من نظم الحكم غير الديمقراطية التي تشمل نظاماً عسكرياً ونظم الحزب الواحد ونظم الدكتاتوريات الفردية الشخصية. في منتصف سبعينيات القرن العشرين شهد العالم ما أصبح يعرف بالموجة الثالثة للديمقراطية التي بدأت في البرتغال وأسبانيا واليونان منذ ١٩٧٤، ثم انتشرت إلى أمريكا اللاتينية وبعض أجزاء آسيا خلال ثمانينيات القرن العشرين، وامتدت إلى أوروبا الشرقية والاتحاد السوفييتي وبعض أجزاء أفريقيا في أواخر الثمانينيات وأوائل التسعينيات من القرن الماضي. الملفت للنظر أن منطقة الشرق الأوسط بصفة عامة، والمنطقة العربية خصوصا، كانت الأقل تأثراً بهذه الموجة.

الثقافة السياسية

من الجلي أن احتمالات الديمقراطية تزداد في البلدان التي تكون فيها الثقافة السياسية مؤيدة للديمقراطية. مع ذلك، فإن هناك، من الناحية الفعلية، خلافات نظرية حول دور الثقافة السياسية في تفسير عمليات الديمقراطية أكثر من الخلاف حول دور العوامل التفسيرية الأخرى. بالنسبة لمنظري التحديث، تمثل الثقافة السياسية متغيراً تفسيرياً مركزياً، فلقد أجرى العديد من الدراسات الميدانية وأبحاث المسوح التي اكتشفت وجود ارتباطات إحصائية قوية بين مستوى التعليم (أحد نواتج التحديث) وبين الالتزام بقيم الديمقراطية والمشاركة والتسامح والاعتدال. أما منظرو المدخل البنوي فيتشككون فيما إذا كانت هذه الارتباطات تفسر الديمقراطية على الإطلاق، ويجادلون أنه من المحتمل أن تكون الثقافة السياسية الديمقراطية نتاجاً لعملية الديمقراطية وليست سبباً لها. من ناحية أخرى ينزع منظرو المدخل الانتقالي إلى تجاهل الثقافة السياسية، فهم يزعمون أن الانتقال إلى الديمقراطية الليبرالية يرجع إلى حسابات النخب السياسية المتصارعة التي تبدأ في إدراك أن هناك مصلحة مشتركة (وليس قيماً مشتركة) في الديمقراطية.

التفاعلات الدولية وعبر القومية

تهتم جميع تفسيرات الديمقراطية بما يجري في النظام الدولي خارج حدود الدولة. ويشمل ذلك التفاعلات الدولية مثل التحالفات العسكرية والحروب والعلاقات الدبلوماسية وأنشطة المؤسسات ما بين الحكومية مثل الأمم المتحدة والمصرف الدولي وصندوق النقد الدولي ومنظمة التجارة العالمية. من ناحية أخرى، وبصورة متميزة، تهتم المداخل التفسيرية للديمقراطية بالتفاعلات عبر القومية، أي العلاقات بين المجتمعات ضمن أنواع مختلفة من الفضاءات السياسية، منها العمليات الاقتصادية والمالية العالمية والإعلام العالمي وشبكات الاتصال العالمية. تتضمن هذه التفاعلات أيضاً تحالفات عالمية بين المنظمات غير الحكومية، حيث يوجد عدد كبير من التجمعات العالمية للمنظمات غير الحكومية مثل منظمة السلام الأخضر ومنظمة العفو الدولية والصليب الأحمر والمجلس العالمي للكنائس وغيرها، ويتعين على أي تفسير لعمليات الديمقراطية أن يأخذ في الاعتبار السلوكيات الدولية وعبر القومية الناتجة عن هذه التفاعلات السياسية العالمية. لقد أدت العلاقات الاقتصادية الدولية وعبر القومية بين البلدان الصناعية المتقدمة وبلدان أمريكا اللاتينية التابعة إلى تأخير عملية التصنيع في أمريكا اللاتينية وإلى عدم نمو الطبقة العاملة الحضرية، مما أدى إلى إضعاف القوى المؤيدة للديمقراطية. كذلك، قد تؤدي الحرب إلى فرض الديمقراطية على البلدان المهزومة في بعض الحالات، وقد تؤدي،

من ناحية أخرى، إلى تعزيز جهاز الدولة في مواجهة القوى التطبيقية والاجتماعية مما يهدد عملية الديمقراطية.

تمثل الضغوطات الدولية المناصرة للديمقراطية عاملاً تفسيرياً مهماً، فلقد بدأت الأطراف الخارجية القوية مثل الولايات المتحدة الأمريكية والمصرف الدولي في تشجيع الديمقراطية الليبرالية في آسيا في ثمانينيات القرن العشرين (بعكس تجاهلها لذلك الأمر في العقود السابقة لذلك). ولقد أدى ذلك إلى الضغط على نظم الحكم التسلطية المعتمدة على هذه الأطراف الخارجية لتوفير القروض والإعانات والتبادلات التجارية.

ثالثاً: أنماط عمليات التحول الديمقراطي

تؤثر العمليات والتفاعلات والعوامل والقوى السياسية على ديناميات التحول الديمقراطي، وعلى أنماط عمليات الديمقراطية، في مختلف البلدان التسلطية. بحسبان أن عمليات التحول الديمقراطي قد اتخذت مسارات مختلفة باختلاف النظم التسلطية، يتعين الاهتمام بكيفية تأثير خصائص النظم التسلطية على عمليات الانتقال إلى الديمقراطية، وتفسير كيفية تأثير إختلاف أشكال هذه النظم على المسارات التي اتخذتها.

تصنف الأدبيات النظم التسلطية إلى نظم الدكتاتورية الفردية أو الشخصية ونظم الحزب الواحد والنظم العسكرية. في النظم العسكرية، يحدد مجموعة من الضباط من يحكم ويمارسون نفوذاً كبيراً على محتوى واتجاه السياسة العامة. أما في نظم الحزب الواحد، فيهيمن حزب واحد على المناصب السياسية ويسيطر على عملية تحديد محتوى واتجاه السياسة العامة.

وتختلف النظم التسلطية الفردية (الشخصية) عن هذين النظامين في أن الوصول إلى المناصب السياسية والامتيازات التي تتضمنها يعتمد، إلى حد كبير، على ما يقرره الحاكم الفرد. قد يكون هذا الحاكم ضابطاً عسكرياً أو أن يكون زعيماً لحزب سياسي. إلا أن القوات المسلحة والحزب الواحد لا يملكان سلطة مستقلة لاتخاذ القرار وتحديد مسار السياسة العامة بمعزل عن أهواء الحاكم الفرد.

أحد أهم الأسباب التي تجعل من الصعب تفسير عمليات التحول الديمقراطي في النظم التسلطية أن هذه النظم تتفكك بطرق مختلفة. نظراً لأن النظم التسلطية تختلف عن بعضها البعض بنفس درجة اختلافها عن النظم الديمقراطية، فإن هذه الاختلافات تؤدي إلى التأثير على كيفية وسرعة ونمط انهيارها وتحولها. إنها تعتمد على جماعات مختلفة لشغل المناصب السياسية، وتستند على تأييد قطاعات مختلفة من المجتمع، كما أن لها إجراءات مختلفة لاتخاذ القرار، وأشكال متباينة من التنافس والانقسام الداخلي، وطرق مختلفة لاختيار القادة وتحديد كيفية استخلافهم، وأساليب متنوعة للاستجابة للمطالب والمعارضة الشعبية.

الشرعية

الشرعية مفهوم صعب التحديد والقياس، خاصة في المجتمعات التسلطية، ولكن على الرغم من المشاكل المفاهيمية للشرعية، فمن الواضح أنه لا يمكن لأي مجتمع ديمقراطي أن يستمر طويلاً بدونها، بمعنى أنه لا يستطيع تعزيز الديمقراطية ما لم يكن يتمتع بشكل من أشكال الشرعية، سواء كانت في شكل قبول سلبي أو قبول إيجابي. بيد أنه يمكن فهم مفهوم الشرعية بصورة أفضل إذا تمت تجزئته إجرائياً إلى ثلاثة مكونات:

الشرعية الجغرافية: وتعني أن أولئك الذين يعيشون ضمن نطاق الدولة يقبلون حدودها الإقليمية أو لا يعارضونها على الأقل إلا عبر الوسائل الدستورية. إذا لم يحس الأفراد والجماعات بشرعية الإطار الجغرافي للدولة تتعرض العمليات السياسية الديمقراطية للتهديد، وفي الحالات المتطرفة قد يأخذ التهديد شكل حركات انفصالية تحاول تشكيل دولة منفصلة أو الانضمام لدولة أخرى. عندما لا تتوفر للجماعات وسائل ديمقراطية لتحقيق الانفصال، فمن غير المحتمل أن يلتزموا بالعمليات الديمقراطية، ويصبح العنف أمراً حتمياً تقريباً. بالتالي، يصبح من الصعب أن تتم التفاعلات السياسية ديمقراطياً، على الأقل في الأقاليم محل النزاع. وهناك أمثلة كثيرة على ذلك، إقليم الباسك في شمال أسبانيا، أريتريا عندما كانت جزءاً من أثيوبيا، شمال سرلانكا حيث يحارب التأميل من أجل دولة مستقلة، وفي نضال سكان الشيشان من أجل الانفصال عن روسيا، وغيرها من الحالات.

الشرعية الدستورية: وتشير إلى القبول العام للدستور، أي البنية الرسمية للقواعد التي تحدد تنظيم وتوزيع القوة السياسية والتنافس عليها، مع ضرورة الأخذ في الاعتبار الأنواع المختلفة والممكنة للقبول. ويمثل تأسيس القواعد الدستورية أحد أصعب جوانب عملية الديمقراطية بحسبان أن عملية التحول الديمقراطي تفتح المجال لمدى واسع من المصالح المتنوعة والمتعارضة. بعض المصالح قد تكون قوية وتخشى التغيير، والبعض الآخر قد يكون ضعيفاً ويطلب بالتغيير. قد تكون المصالح مصالح اقتصادية (ملاك الأراضي)، مصالح سياسية أو مؤسسية (الأحزاب السياسية أو المجالس التشريعية)، مصالح وظيفية (الإدارات البيروقراطية أو القوات المسلحة، خاصة في أمريكا اللاتينية)، مصالح طبقية (العمال المنظمون، كما في البرازيل)، مصالح إثنية، مصالح إقليمية، أو مزيج من بعض هذه المصالح. وكل مجموعة تسعى لمعرفة كيفية تأثير الترتيبات الدستورية الجديدة على مصالحها وضمان حماية هذه المصالح. ونظراً لسعي الجماعات المختلفة إلى التأثير على شكل الدستور ومحتوياته، فإن المفاوضات والمساومات عادة ما تكون صعبة وشاقة. هكذا، فإن ترسيخ الديمقراطية يستلزم القبول بشرعية الدستور إلى جانب قبول شرعية الحدود السياسية للدولة.

الشرعية السياسية: وتشير إلى المدى الذي يعتبر المواطنون أن نظام الحكم القائم له الحق، إجرائياً، في تولي السلطة. أي يمكن القول إن الحكومة تتمتع

بشرعية سياسية، عندما تعكس نتائج الانتخابات التنافسية تفضيلات الناخبين وفقاً للقواعد والترتيبات الدستورية والمؤسسية.

الاتفاق العام (الإجماع) حول قواعد العملية السياسية

لكي تضمن النظم الديمقراطية بقاءها واستمراريتها يتعين أن يكون هناك اتفاق عام على قواعد العمليات السياسية والالتزام بها، أي الالتزام بالعملية الديمقراطية ذاتها، خاصة بين النخب السياسية. بحسبان أن التفاعلات السياسية الديمقراطية تتضمن تنافساً مفتوحاً على السلطة، فإن العملية السياسية الديمقراطية تنسم بعدم التيقن. وفي الواقع، فإن التحول من الحكم التسلطي إلى الحكم الديمقراطي يعني على وجه التحديد أن الجماعة التي كانت تسيطر على القوة والسلطة (القوات المسلحة في أمريكا اللاتينية، الحزب الواحد في البلدان الشيوعية، البيض في جنوب أفريقيا) لم تعد قادرة على السيطرة على نتائج العمليات والتفاعلات السياسية، مما يزيد من درجة عدم تيقنهم من النواتج النهائية للعملية الديمقراطية. ويعني التعزيز الديمقراطي التزام جميع الأطراف بقواعد العمليات السياسية وما تتضمنه من عدم تيقن، وقبول النتائج الناجمة عن هذه العمليات، أي قبول العملية الديمقراطية ذاتها.

تحديات التحول إلى الديمقراطية

ان تقديم الديمقراطية وتعزيزها والحفاظ عليها ليس بالأمر اليسير. تواجه الديمقراطية تحديات عديدة شأنها بذلك شأن سائر الأمور الحسنة الأخرى في حياتنا. ولكن يمكن التغلب عليها جميعاً. ومن المهم جداً أن نتعلم من تجارب الآخرين الذين خرجوا من ظلمات الدكتاتورية والطغيان إلى نور الديمقراطية الدستورية.

تحدي التوقعات

المغلاة في التوقعات: إذا كانت التوقعات عالية على نحو غير واقعي، وكان الناس يتوقعون من الديمقراطية أن تجلب الازدهار والصحة والتعليم وكل ما هو جميل في الحياة، فإنهم سيصابون بخيبة أمل كبيرة وسيسقط دعمهم للديمقراطية ويتلاشى. ليست الديمقراطية سحراً. ولا يعني الحصول على الديمقراطية ضماناً السعادة والصحة والغنى بين ليلة وضحاها. فكل ما يمكن للديمقراطية أن تضمنه هو الحق، في البحث عن السعادة". لا يمكن للديمقراطية أن تضمن تحقيقاً السعادة أو الحظ الحسن. إذ يجب كسب على كل ما تقدم ذكره من خلال العمل الجدي في المجتمعات التي يحكمها القانون ويسودها العدل، وليس مصادرتها من قبل طغيان الأقوى.

تدني مستوى التوقعات: إذا كانت التوقعات هابطة، وإذا توقع الناس انتخابات غير عادلة، وتصرفات غير قانونية وغير عادلة من قبل بعض

مسؤولي الحكومة، وتسخييراً عنيفاً من قبل رجال الشرطة ورضوا بكل ما تقدم، فإن الشعب عندئذ سيستسلم للعيش وفقاً للمظهر الخارجي للديمقراطية فقط وليس مضمونها الجوهرية. فمن أجل نجاح الديمقراطية، يجب أن يتوقع الشعب فعلاً من القضاة والمحافظين وأعضاء مجالس المحافظات وأعضاء البرلمان والوزراء والرؤساء وضباط الشرطة أن يطبقوا القانون. في الحكومات الفاسدة وغير الديمقراطية، يصاب الشعب بالدهشة عندما يتصرف المسؤولون وفقاً للقانون. أما في البلدان الديمقراطية التي يحكمها القانون، يندهش الشعب عندما يتصرف المسؤولون بشكل منافٍ للقانون.

إن التوقعات الواقعية هي المفتاح لتعزيز الديمقراطية وترسيخها. إذا كان الناس يتوقعون نتائجاً سحرية من الديمقراطية، فسيصابون بخيبة أمل وسيهجرون الديمقراطية. ومن ناحية أخرى، إذا لم يتوقع الناس من مسؤولي الحكومة تصرفات عادلة أو انتخابات نزيهة، فإنهم قد لا يصابون بخيبة أمل، ولكنهم دون شك لن يتمتعوا بالديمقراطية لوقت طويل.

الإرهاب والثقافة

لا بد قبل البدء في الحديث عن تمازج المصطلحات واخذها ابعاداً جديدة القيام بتعريف اجرائي لمعنى الارهاب مع الاخذ بعين الاعتبار ما آلت له كل التعاريف والتي كانت الى ما قبل ١١ ايلول لها معاني مغايرة لما هي عليه اليوم، فالكل يتجه الى ما يتضمن مصلحة القوة العظمى الوحيدة والتي تتسم حتى بالاستبداد في رؤيتها للعالم متجاوزة حتى حد مسمى شرطي العالم الى جلاده فالارهاب يعني الان كل ما يعارض سياسة امريكا في كل بقاع الارض ان كان ذلك في اوروبا او في شرقنا الاوسطى او حتى هناك في الجانب الاكثر سخونة وهو شرق اسيا حيث الرعب النووي . ترابطاً مع ذلك يأتي مفهوم الثقافة يلقي بظلاله قوياً احياناً وخافتاً في اكثرها، ففرنسا والمانيا وروسيا عندما شكلت حلفاً ضد الحرب على العراق انما هي شكلت جبهة ثقافية عالمية لمعنى التضامن وحفظ المصالح ومحاولة لاعادة صياغة المفاهيم اما لتعيد لها المعنى او لتتسجم وبما يتلائم مع مستجدات الامور على ان يخضع في بداية البدايات مع مصلحة كل العالم الصغير في عصر العولمة .

ان الترابط بين مفهومي الثقافة والارهاب ربط مخيف كونه لا يقتصر على على ادوات مادية في الحراك وانما يعتمد على اكتساح الانسان ثقافة وبنية ومميزات، وفي ذلك يتحدث السفير الايطالي في مصر السيد انطونيو باريني في مقابلة تلفزيونية اكد فيها على اهمية تحديد معنى حقيقي للارهاب مشيراً الى ان هناك ثقافة جديدة وخطيرة تحتاحنا ربما لا تتسجم

مع رغبات شعوبنا في تحديد مصيرها، وفي هذا اشارة واضحة الى الثقافة الجوانتيناموية التي تتبعها امريكا في حكمها المطلق على العالم، ولكنه يعيد ويؤكد الى ان الارهاب ومنه حتى الثقافي قد اخذ منحى جديد تمثل بقوة في سيطرة الافكار العدوانية تجاه كل ما هو غريب وربما يؤثر ذلك على العلم نفسه ويأتي ذلك في اطار ردة الفعل المحتملة ضد تنسيب الارهاب الى جماعات وفئات ودول ومحاوله اجتثاثهم وهذا لا يعود الا بالالام على الانسانية والكون. يساق ذلك على وجه التحديد على الازمة الشرق اوسطية والتي صيغ لها العديد من النظريات جعلت منها القضية الاكثر عمقاً وتأزماً ومتعة للدارسين، ففي هذه القضية وضعت العديد من الفرضيات والتي لم تجد لها الا ابواقاً تنادي بها مفتقدة لالية جعلها واقعاً. ففي وقت مضى كانت المقاومة ضد من يحتل الارض نضالاً مشروعاً حتى تحير الارض والانسان ليجعل الاخير من مكانه انطلاقاً له ولاهله ولمحيطه مكوناً بذلك نسيج ذاتي يمثله ويعبر عنه، ولكن المعيار اختلف وهنا القافات اختلفت وربما كان بتحرر الدول "الديمقراطية" من سئم الاحتلالات ورحيل الديكتاتوريات انتهاء لهذا التشريع، وهذا ما برز جلياً في تلك الوثيقة التي صدرتها وكالة التنمية الامريكية لمؤسسات المجتمع المدني الفلسطيني والتي تعنونت باهمية نبذ الارهاب بكافة اشكاله لضمان استمرار الدعم لمشاريعهم المشتركة، وكان السؤال ما معنى الارهاب ومن يعطي الارهاب معناه؟ وهل مقاومة المحتل ارهاب؟ وهل يجب ان نبدل جلودنا واسمائنا لنكون كما يحبون لنا ان نكون .

عندما صدح صوت الرئيس الامريكى نيكسون بمقولته الشهيرة بان للشعوب حق تقرير مصيرها كان بذلك مصدرّاً لثقافة ليبرالية وهذه لم تكن افلاطونية في الطرح وانما رؤية واقعية لما تعنيه الانسانية ولما لها من حقوق مستحقة، يأتي ذلك على عكس ما يلمس على ارضنا فالارهاب يمارس بكافة اشكاله ضد الانسان مبدأ وفكرة فلا حرية في اختيارك ما تريد من ارض او بيئة او حياة كاملة او منقوصة بعض الشيء فإن ما نعيشه في واقع الامر انما هو جزئية من موت بطيء لا ينتهي. وتناغماً مع هذا وذاك يبرز ان الارهاب الثقافي هو اخطر انواع الارهاب متمثلاً حتى بما قامت به بعض الجماعات الاسلامية الاصولية في مصر باتجاه بعض ابنائها حيث تثوم بمسح ادمغتهم لاقناعهم بمهاجمة مصدر دخل هام للدولة وهو السياح والسياحة، ومن قبلهم مارسه بعض الدول بمفاهيم كونية من حين لآخر ممارسة عمليات تصدير لافكارها فاتحة بذلك الباب لسوق اقتصادي مفتوح واستهلاك لا ينقطع ومن ثم الى قاعدة عسكرية او نقطة انطلاق لعمليات وتدريبات ومناورات وتصبح بذلك البلد الخاضعة لا تملك من مكوناتها الا اسم السيادة وهذا ما يحصل في الخليج العربي اكبر مستورد للبضائع الامريكية واضخم قاعدة عسكرية للبنتاغون . ربما هنا ايضاً نحتاج الى اعطاء اشارات مضيئة وعلامات فارقة لتعريف الارهاب وعلاقتها بالثقافة فالثقافة هي عنوان الحضارة للامة وان مست فقد مس تاريخ وحاضر الشعوب فمن قبل كانت ثقافة الهمبورجر والجينز قد حطمت المعقل الاشتراكي ومن ثم تنطلق هذه الافكار لتدمر كل ما حولها اما لتصبغه بلونها او لتنفيه الى حيث لا رجعة .

ان الانسان يملك افكار لها اجنحة تطير وتستطيع ان تحلق وتصل
الى كل الناس وان الحد منها او اقصائها او منعها من الوصول هو الارهاب
بعينه.

مجلس الأمن

معلومات أساسية

يتولى مجلس الأمن، بموجب الميثاق، المسؤولية الأساسية عن المحافظة على السلام والأمن الدوليين. وهو منظم بحيث يستطيع العمل بدون انقطاع، ويجب أن يكون ممثل عن كل واحد من أعضائه موجودا في مقر الأمم المتحدة طول الوقت. وفي ٣١ كانون الثاني/يناير ١٩٩٢، عُقد أول اجتماع قمة للمجلس في المقر، وحضره رؤساء دول وحكومات ١٣ من أعضائه الـ ١٥ ووزيرا خارجية العضوين الآخرين. ويجوز للمجلس أن يجتمع في مكان غير المقر؛ ففي عام ١٩٧٢، عقد دورة في أديس أبابا، إثيوبيا، وعقد في العام التالي دورة في مدينة بنما.

وعندما ترفع إلى المجلس شكوى تتعلق بخطر يهدد السلام، يبادر عادة بتقديم توصيات إلى الأطراف بمحاولة التوصل إلى اتفاق بالوسائل السلمية. وفي بعض الحالات، يضطلع لمجلس نفسه بالتحقيق والوساطة. ويجوز له أن يعين ممثلين خاصين أو يطلب إلى الأمين العام أن يفعل ذلك أو يبذل مساعيه الحميدة. كما يجوز له أن يضع مبادئ من أجل تسوية سلمية.

وعندما يفضي نزاع ما إلى القتال، يكون شغل المجلس الشاغل إنهاء ذلك في أقرب وقت ممكن. وفي مناسبات عديدة، أصدر المجلس

تعليمات لوقف إطلاق النار كانت لها أهمية حاسمة في الحيلولة دون اتساع رقعة الاقتتال. وهو يوفد أيضا قوات الأمم المتحدة لحفظ السلام للمساعدة على تخفيف التوتر في مناطق الاضطرابات، والفصل بين القوات المتحاربة وتهيئة ظروف الهدوء التي يمكن أن يجري في ظلها البحث عن تسويات سلمية. ويجوز للمجلس أن يقرر اتخاذ تدابير إنفاذ، أو جزاءات اقتصادية (مثل عمليات الحظر التجاري) أو اتخاذ إجراء عسكري جماعي.

وعندما يتخذ مجلس الأمن إجراء منع أو إنفاذ ضد دولة عضو ما، يجوز للجمعية العامة، أن تعلق تمتع تلك الدولة بحقوق العضوية وامتيازاتها، بناء على توصية المجلس. وإذا تكررت انتهاكات دولة عضو ما لمبادئ الميثاق، يجوز للجمعية العامة أن تقصّيها من الأمم المتحدة، بناء على توصية المجلس.

ويجوز للدولة العضو في الأمم المتحدة التي ليست عضوا في مجلس الأمن، أن تشارك في مناقشات المجلس، بدون حق التصويت، إذا اعتبر هذا الأخير أن مصالحها عرضة للضرر. ويُدعى كل من أعضاء الأمم المتحدة وغير الأعضاء، إذا كانوا أطرافا في نزاع معروض على المجلس، إلى المشاركة في مناقشاته، بدون حق التصويت؛ ويضع المجلس شروط مشاركة الدولة غير العضو.

وتتناوب الدول الأعضاء في المجلس على رئاسته شهريا، وفقا للترتيب الأبجدي الانكليزي لأسمائها.

الحرية

لعل كلمة حرية هي أكثر الكلمات أو الشعارات شيوعاً واستعمالاً ، الأمر الذي جعلها عرضة للتزييف والتجريد، فأصبحت تعني كل شيء ولا شيء في آن واحد! إلا أننا عندما نتحدث عن الحرية ، فنحن لا نبحث مفهوماً مجرداً من الزمان والمكان ، بل نبحث مفهوماً تستخدمه أو توظفه جماعة بشرية معينة خلال فترة تاريخية محددة."

إن نقاش مفهوم الحرية في الوقت الراهن ، يحتم علينا ، ويتطلب منا فهماً عميقاً لكل الظروف والمتغيرات الاقتصادية، الاجتماعية، والسياسية ، والثقافية ، التي مر ويمر بها مجتمعنا. إن هذه الوقفة ضرورية لاستقراء أبعاد أزمة الحرية في ليبيا ، ولتحديد سبل وأشكال الوصول إلى الحرية الحقيقية والإنعتاق المنشود.

لقد أدى ذبوع وانتشار شعار الحرية إلى تعدد المعاني حسب مواقع المفسرين . وما نحن هنا إلا بصدد التعرض "وبإيجاز شديد" لبعض سمات هذا التعدد بصورة مختصرة ، دون الخوض في التفاصيل الدقيقة التي انتابت مفهوم الحرية ومعناه عبر التاريخ . لكننا نود التأكيد منذ البداية على أن الحرية هي مفهوم وشعار وتجربة. فأبي تفسير نظري لمفهوم الحرية لا بد له وأن يقيّم على أرض الواقع .

بمعنى أننا ننطلق في تعريفنا للحرية من ضرورة الربط بين المفهوم النظري والممارسة التطبيقية لهذا الشعار في الواقع المعاش من قبل منظريه والداعين له.

ربما يفهم أغلبنا بأن الحرية: "تعاقد مجموع الحقوق والواجبات المخولة للفرد داخل مجتمعه الذي يعيش فيه. وعادة ما نفهم بالتححرر إنقاص عدد المحرمات وزيادة عدد المباحات." غير أن هذه المحاولة البسيطة من أجل تعريف الحرية لن تنال موافقة الجميع، بسبب حقيقة هامة، ألا وهي: إن كل المحاولات الهادفة إلى تحديد معنى الحرية بمصطلحات شاملة أو عامة لاقت وتلاقي فشلا ذريعا. لماذا؟ لأن مشكلة التعريف تطرح علينا وبإلحاح مشكلة التأويل. وهذه الأخيرة تفرض علينا فحص الحرية في التراث.

ABSOLUTISME

L'absolutisme se développe en Europe de la fin du XVI^e siècle au XVIII^e siècle. En dépit d'une grande diversité dans les théories et les pratiques, on distingue généralement un certain nombre

de points communs : l'absolutisme est un type de régime politique dans lequel le pouvoir du souverain est, au moins en théorie, sans contrôle. Il n'est pas limité par des institutions représentatives et des corps intermédiaires ; le fonctionnement de ces régimes s'appuie sur une bureaucratie centralisée et hiérarchisée (même si, dans la réalité, les conditions politiques et techniques d'existence d'une telle bureaucratie sont rarement réunies).

Il ne faut cependant pas confondre absolutisme et despotisme. Le souverain dispose certes d'un pouvoir absolu mais il n'en reste pas moins soumis aux lois divines et aux lois fondamentales du royaume. Le roi de France ne saurait ainsi modifier la loi de succession selon

la primogéniture mâle, il ne peut non plus aliéner aucune part du domaine royal.

Un environnement historique favorable au développement de l'absolutisme

Les progrès du mercantilisme

Bien que vague et même radicalement contesté par certains historiens, le mercantilisme est une notion fort commode pour caractériser l'intrusion première des Etats modernes dans la sphère économique entre le XV et le XVIIIe siècle. Dans son ouvrage *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XVe-XVIIIe siècles)*, Fernand Braudel affirme : « En fait, le mercantilisme n'est que la poussée insistante, égoïste, vite véhémente de l'Etat moderne ». Le mot « mercantilisme » vient de l'italien mercantile qui signifie marchand. Le mercantilisme pose comme axiome que la richesse d'un Etat dépend directement du stock de métaux précieux qu'il détient. Aussi certains gouvernements, tel celui de Louis XIV sous l'impulsion de Colbert, vont-ils mettre en œuvre des

politiques favorisant cette accumulation d'or et d'argent sur leur territoire :

interdiction d'exporter les matières premières, politique douanière protectionniste, soutien aux exportations de produits manufacturés. Cette politique qui nous semble un encouragement à l'industrialisation répond en réalité à des objectifs tout autres ; il s'agit notamment pour les Etats modernes de faire face à des dépenses militaires rendues toujours plus coûteuses par les progrès de l'artillerie, des arsenaux et des flottes de guerre. Mais quels que soient les buts, la politique mercantiliste suppose et induit tout à la fois un Etat fort. Le mercantilisme est donc favorable au développement de l'absolutisme.

La religion

Depuis longtemps déjà, les rois de France ont coutume de revendiquer une certaine indépendance à l'égard de la Papauté. Ce gallicanisme se renforce sous le règne de Louis XIV. Le souverain s'est en effet assuré un haut clergé d'une obéissance absolue. Profitant de démêlés avec le Pape concernant des problèmes fiscaux, le roi réunit d'octobre 1681 à mai 1682 l'assemblée du clergé de France qui adopte la Déclaration des quatre articles. Cette déclaration proclame notamment l'entière indépendance des souverains en matière temporelle mais rappelle que le pouvoir du Pape dans le domaine spirituel est limité par celui des conciles. Le gallicanisme renforce ainsi l'absolutisme dans le champ religieux.

Les troubles politiques

En Angleterre comme en France, la première moitié du siècle est marquée par des troubles politiques majeurs. Le gouvernement de Mazarin et d'Anne d'Autriche doit faire face aux événements de la Fronde qui s'étendent de 1648 à 1653. Souvent confus et d'interprétation parfois malaisée, ces événements, après avoir malmené l'autorité de l'Etat, se terminent à l'avantage du souverain. La lassitude engendrée par ces troubles dans la population et la déroute des Grands amènent le pays à accepter la réaction absolutiste qui suit la victoire du cardinal-ministre. La guerre civile qui éclate en Angleterre en août 1642 réagit, quant à elle, aux tentatives absolutistes des deux premiers souverains Stuarts. Mais la lutte qui se poursuit jusqu'en 1649 entre les Cavaliers partisans du roi et les Têtes rondes partisans du Parlement débouche sur la dictature d'Oliver Cromwell (1599-1658).

Les auteurs

Jean Bodin (1529 ou 1530-1596)

Homme dont la vie est mal connue, ce juriste est l'auteur de deux œuvres majeures : *Methodus ad facilem historiarum cognitionem* et *Les six livres de la république*. Ses écrits sont parfois contradictoires et donc difficiles à interpréter. Le plus important est la façon dont il a été compris des contemporains et des générations suivantes.

Bodin affirme que la souveraineté du roi est illimitée. Celui-ci peut en effet modifier la loi quand il l'estime nécessaire. Il impose ses volontés aux cours de justice grâce au lit de justice,

cérémonie durant laquelle le souverain fait procéder à l'enregistrement forcé de ses édits en sa présence. Néanmoins, pour être illimitée, la souveraineté du roi n'est pas pour autant despotique ; ses décisions ne peuvent ainsi transgresser les lois de Dieu, non plus que les lois fondamentales du royaume.

En France, ces lois fondamentales interdisent notamment au souverain de modifier les règles de

succession au trône dans l'ordre de la primogéniture mâle ainsi que d'aliéner une quelconque part du domaine royal.

Thomas Hobbes (1588-1679)

Hobbes est né en Angleterre en 1588. Après des études à Oxford, il devient le précepteur de la riche famille des Cavendish. Pendant les troubles de la guerre civile, il passe onze ans en exil volontaire en France (de 1640 à 1651). Son œuvre majeure, *Léviathan*, traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la République ecclésiastique et civile est écrite durant cette période et paraît en 1651.

Thomas Hobbes est un philosophe individualiste, et il place donc l'individu au centre de sa réflexion. Il commence par une description de l'homme dans l'état de nature. Selon lui, tous les hommes sont égaux. En dépit de leurs évidentes inégalités physiques et morales apparentes, l'auteur avance en effet un argument original en faveur d'une égalité fondamentale: «...pour ce qui est de la force corporelle, l'homme le plus faible en a assez pour tuer l'homme le plus fort, soit par une machination secrète, soit en s'alliant a d'autres qui courent le même danger que lui » ; De cette situation naît un état de conflit

permanent (« homo homini lupus ») car l'état d'égalité engendre en effet l'égalité d'aspiration.

Mais il existe chez Hobbes un droit de nature (jus naturelle) que l'auteur résume ainsi : « La liberté qu'a chacun d'user comme il le veut de son pouvoir propre pour la préservation de sa propre nature, autrement dit de sa propre vie». Il existe également une loi de nature (lex naturalis) qui est « un précepte ou une règle générale découverte par la raison et qui défend d'une part de faire ce qui peut détruire sa vie ou en entraver les moyens de préservation, d'autre part de négliger de faire ce par quoi l'on pense que sa vie puisse être préservée le mieux». De ces deux axiomes, il résulte que l'homme est conduit à rechercher la paix et la sécurité par la conclusion d'une sorte de contrat social entre les hommes. Or, la seule façon, selon Hobbes, d'établir un tel contrat, « c'est de confier tout leur pouvoir et toute leur force à un seul homme, ou à une seule assemblée, qui puisse réduire toutes leurs volontés, parla règle de la majorité, en une seule volonté». En effet, une défense ordonnée exige un chef unique. Ce pacte est chez Hobbes une véritable

renonciation des individus à leur propre force et donne naissance à l'Etat qu'Hobbes nomme « Léviathan ». Le souverain assume la personnalité de chacun et la contestation n'est pas possible ; il a tous les pouvoirs et est à la source de tous les droits. Il n'existe guère d'autres limites aux pouvoirs du souverain que sa propre raison : la raison lui dicte en effet de chercher l'intérêt de son peuple puisque celui-ci se confond avec son propre intérêt.

Pratique de l'absolutisme

Le cardinal de Richelieu (1585-1642)

Le cardinal de Richelieu, né dans une famille de bonne noblesse poitevine, est entré dans les ordres non par vocation mais pour conserver dans sa famille l'évêché de Luçon auquel son frère aîné venait de renoncer. Commencant sa carrière politique au service de la reine-mère Marie de Médicis, il entame en 1624 une collaboration traversée d'orages mais néanmoins

fructueuse de quelque dix-huit années avec le roi Louis XIII.

Richelieu n'est pas un théoricien mais un homme d'Etat. Ses pensées politiques sont tout entières dominées par la situation du royaume de France et les impératifs stratégiques de son temps.

Il laisse à sa mort deux écrits politiques importants : les Maximes d'Etat et le Testament politique. La notion centrale des écrits du cardinal est la raison d'Etat, c'est-à-dire la politique qui doit être menée pour que l'Etat soit puissant et incontesté.

Cette notion prime tout le reste dans l'esprit de Richelieu. C'est ainsi que sa politique intérieure est constamment subordonnée aux nécessités de la lutte contre les Habsbourg, lutte qui occupe l'essentiel du règne de Louis XIII et au-delà. Le renforcement de l'Etat passe par un pouvoir sans partage du roi. Mais le souverain ne peut seul gouverner son royaume. Le cardinal développe ainsi la théorie du ministériat : le roi, qui a besoin de

conseils pour gouverner, doit s'entourer d'un petit nombre de collaborateurs placés sous l'autorité d'un Premier ministre. Ces conseillers sont des instruments dans la main du prince et doivent donc être d'une fidélité absolue. Cette théorie découle bien évidemment de la propre expérience de Richelieu.

Le règne de Louis XIV

Le fils de Louis XIII, qui n'exerce la réalité du pouvoir qu'à partir de la mort du cardinal Mazarin en 1661, incarne la monarchie absolue. Aboutissement d'un effort séculaire mené par la monarchie française, le règne de Louis XIV voit en effet se renforcer considérablement l'autorité du souverain.

A la mort du cardinal Mazarin, le roi surprend toute la cour en annonçant qu'il se passera désormais de Premier ministre. Cependant, il s'entoure évidemment d'un petit nombre de collaborateurs qui conseillent mais ne décident pas. En tout, trois ou quatre ministres d'Etat et une poignée de conseillers, souvent choisis dans quelques « clans » familiaux issus de la bourgeoisie comme les Colbert, les Lionne ou les Le Tellier, aident le souverain dans sa tâche. Sous son règne, le Conseil du roi, qui remonte au moyen âge, se divise en plusieurs sections spécialisées. Parmi celles-ci, le Conseil d'en haut est le plus important. C'est un véritable conseil de gouvernement qui se réunit plusieurs fois par semaine et examine les affaires de politique intérieure comme de

politique extérieure. Le roi y convoque qui bon lui semble. Parallèlement, le souverain exerce une surveillance étroite sur les grands corps de l'Etat. La haute noblesse, définitivement domestiquée, vit désormais dans l'étroite dépendance du roi, à la cour. Les parlements provinciaux sont réduits au silence pour une longue période ; ils se contentent d'enregistrer les édits royaux sans délibération et les éventuelles remontrances ne sont tolérées — et encore en principe ! — qu'après enregistrement. Les états provinciaux ne sont plus que rarement réunis et leurs pouvoirs réduits à néant.

En province, le roi s'appuie sur les intendants qui deviennent des pièces maîtresses dans le renforcement de l'autorité monarchique. Présents dans quasiment chaque province, les intendants deviennent les véritables représentants du souverain et jouissent de compétences très étendues.

Parallèlement, un effort de mise en ordre juridique est réalisé. Pour tenter de remédier à l'extraordinaire diversité de la justice à travers le royaume, de grands

codes généraux sont promulgués, comme Ordonnance des eaux et forêts en 1669 qui régleme notamment l'usage des forêts domaniales et le Code marchandée 1673.

Cependant, cet effort de mise en ordre et de renforcement du pouvoir doit être relativisé. L'Etat ne dispose encore que d'une bureaucratie embryonnaire : le nombre de commis dont dispose Louis XIV reste négligeable par rapport aux moyens matériels et humains à la disposition d'un Etat moderne. De fait, la distance est souvent grande entre les édits promulgués et la réalité, faute de moyens suffisants pour les faire appliquer. Si le XVIIe siècle apparaît donc comme le siècle de l'absolutisme, ce phénomène n'est ni continu, ni général. La monarchie absolue s'épanouit certes en France sous le règne de Louis XIV mais cette époque est précédée d'une longue période de troubles.

De plus, les prétentions absolutistes du souverain se heurtent encore bien souvent à de multiples obstacles. Enfin, il ne faut pas oublier que le « siècle de Louis XIV » est aussi celui des révolutions anglaises. Les

tentatives absolutistes des Stuart échouent finalement et la « Glorieuse révolution » de 1689 instaure définitivement une monarchie tempérée respectueuse des droits du Parlement.

ARISTOTE

L'œuvre d'Aristote a connu un exceptionnel retentissement. Aujourd'hui encore, elle structure une part importante des analyses de science politique.

L'analyse d'Aristote a été marquée par ses origines familiales. Il est né à Stagire (ancienne colonie ionienne, située en bordure de Macédoine) en 384 av.J.C, ce qui en fait un métèque à Athènes. Il s'est donc attaché, de l'extérieur, à l'analyse du fonctionnement politique de la cité. De plus, et contrairement à Platon, il intègre l'étude du monde « barbare » (pour les Athéniens, est barbare tout ce qui est extérieur à Athènes). Enfin, son père, Nicomaque, étant médecin du roi, Aristote s'inspira de la méthode descriptive et analytique qu'il voyait pratiquer en matière médicale pour la transposer dans le domaine de la science politique.

Aristote fut le disciple de Platon, puis devint précepteur d'Alexandre de Macédoine, le futur Alexandre le Grand. A la mort de Platon (346-347), Aristote ne fut pas choisi pour lui succéder à la tête de l'Académie, la

prestigieuse institution de formation créée par son maître. Il quitta alors Athènes pendant quelques années (il se rendit à Troade, où il fut le conseiller d'Hermias, tyran d'Artarnée, puis à Lesbos, où il fonda une école) avant d'y revenir et d'y créer sa propre institution de formation, le Lycée, sur le modèle de l'ancienne Académie de Platon. Pendant ces années (330), Aristote publia ses oeuvres les plus importantes, notamment L'Ethique à Nicomaque et la Politique. Il termina sa vie dans sa ville natale, Stagire, à la fin des années 320.

La principale oeuvre d'Aristote en matière d'organisation de la cité est la Politique. Il y étudie les formes élémentaires de la vie économique, politique et sociale, qu'il considère dérivées de la vie familiale. Il étudie également les diverses formes de gouvernement, dont il propose une classification.

Aristote a une conception organiciste de la société. Il la compare à un organisme vivant et considère en conséquence que chacune de ses composantes (chacun de ses organes) n'a de sens que par rapport à l'ensemble. Il

montre ainsi que la base de la société est la cellule familiale, puis le regroupement de quelques unes d'entre elles en villages. Les hommes ne peuvent ainsi pas vivre isolément, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. Ainsi, par regroupement de cellules fondamentales (familles, villages...), la cité est parfaite parce qu'elle est parvenue à l'autarcie. C'est ainsi qu'Aristote écrit que « l'homme est par nature un être destiné à vivre en cité (un animal politique) », ce qui signifie pour lui que l'homme n'a pas les moyens de sa propre subsistance dans une totale autonomie ou solitude. En conséquence, l'homme ne préexiste pas à l'organisation politique.

C'est bien la cité qui est première, et Aristote utilise une image très suggestive, en indiquant que l'homme seul n'a pas plus de vie ou de sens qu'une main coupée de son corps.

Du principe organiciste qui guide son analyse politique, Aristote déduit deux conséquences importantes : d'une part la cité prime sur l'individu ; d'autre part, la société est par nature pluraliste : « Une cité, à force de progresser ainsi et de s'unifier davantage ne sera plus une

cité car la cité est par nature pluraliste. En s'unifiant de plus en plus, de cité elle deviendra famille et de famille individu. » L'unification des sociétés est donc à la fois une tendance presque

mécanique de l'organisation sociale, mais aussi un danger susceptible de remettre en cause sa nature même.

Aristote met également en avant la nature particulière du pouvoir politique. Il considère que dans le cadre domestique, ou familial, tous ceux qui sont soumis au pouvoir du chef de famille sont totalement dépendants de lui. En revanche, dans la société politique, les citoyens bénéficient de statuts qui les mettent à l'abri d'une dépendance totale. Ils ont des droits dont le pouvoir politique ne peut que tenir compte.

Enfin, Aristote définit le citoyen comme «quiconque a la possibilité de participer au pouvoir délibératif et judiciaire ; nous disons dès lors qu'il est citoyen de cette cité et nous appelons la cité la collection des individus de ce genre en nombre suffisant pour vivre, en un mot, en autarcie» {Politique, livre III, chapitre 1,12}.

Sur ces bases, il définit la Constitution comme « une organisation des pouvoirs dans la cité, fixant leur mode de répartition et la nature du pouvoir souverain dans l'Etat et de la vie propre à chaque communauté. » (Politique, livre IV, chapitre 1,10). La Constitution définit donc l'organisation politique de la cité, le mode de dévolution et la répartition du pouvoir dans la cité. Elle ne concerne pas les autres formes de pouvoirs (familial, économique...).

L'analyse des Constitutions et les modes d'exercice concret du pouvoir permettent de définir les différents types de régimes.

Aristote croise deux critères. Le nombre des gouvernants, d'abord : « Puisque Constitution et gouvernement signifient la même chose et que le gouvernement est l'autorité souveraine des cités, ce souverain est nécessairement ou un seul individu, ou un petit nombre, ou la masse des citoyens. » La recherche de l'intérêt général, ensuite :

« Les Constitutions qui recherchent l'intérêt général sont correctes, les autres, qui ne tendent qu'à la satisfaction

des intérêts personnels des dirigeants sont défectueuses. Ce sont des formes dégradées de gouvernement».

Selon lui, les formes pures de gouvernement sont :

- dans le cas du gouvernement d'un seul : la monarchie ;
- dans le cas du gouvernement de quelques uns : l'aristocratie ;
- dans le cas du gouvernement de la majorité : la politie. Et les formes dégradées de gouvernement sont :
- dans le cas du gouvernement d'un seul : la tyrannie ;
- dans le cas du gouvernement de quelques uns: l'oligarchie;
- dans le cas du gouvernement de la majorité : la démocratie.

Aristote classe donc la démocratie parmi les formes dégradées de gouvernement, dans la mesure où il considère qu'elle tend à la satisfaction des seuls intérêts des plus pauvres au détriment de ceux des autres catégories de la population.

Ensuite, il précise encore son analyse, en lui donnant une dimension sociologique : la nature des gouvernements

n'est pas seulement influencée par le mode de dévolution du pouvoir, elle

l'est également par l'identité de la classe dominante.

Ainsi distingue-t-il plusieurs formes dans chacune des grandes catégories de régime identifiées :

En ce qui concerne la démocratie :

- elle est qualifiée de rurale lorsqu'elle est dominée par les « agriculteurs et les possesseurs d'une fortune moyenne ». La supériorité de la loi est bien assurée, mais une part importante de la population est exclue des décisions publiques ;
- la deuxième forme de démocratie est celle dans laquelle « tous les citoyens ont le droit de participer à la prise des décisions, mais seuls le font ceux qui peuvent avoir des loisirs. » Ce sont alors les plus riches, qui ont des loisirs, et les plus pauvres, qui, selon Aristote, n'ont rien à faire, qui exercent le pouvoir. Les plus riches s'en désintéressant, ce régime tourne à l'avantage exclusif des plus pauvres ;

- la troisième forme de démocratie est le gouvernement par les masses populaires. Tous les citoyens peuvent participer aux décisions politiques. Cependant, les plus pauvres recevant une indemnité pour favoriser leur participation, ce sont finalement eux qui exercent le pouvoir et ce régime bascule alors dans l'inégalité.

En ce qui concerne l'oligarchie :

- le pouvoir peut être assumé par les plus riches (directement ou par désignation des gouvernants) ;

- les charges de gouvernement peuvent être héréditaires.

Dans ce cas, seuls les intérêts d'une petite classe prédominent ;

- une condition de cens peut déterminer la participation aux affaires politiques. Dans ce cas, Aristote considère qu'un cens limité permet d'atteindre une véritable politique, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir par le plus grand nombre en vue de la satisfaction de l'intérêt général. En revanche, si le cens est trop restrictif, seule une minorité exerce le pouvoir. Dans ce cas, si la loi est respectée, Aristote considère que ce gouvernement est satisfaisant, en

revanche, si seuls les intérêts de cette minorité sont défendus, le régime est dégradé ;

- l'aristocratie est l'une des formes d'oligarchie. Mais elle en est une forme pure, car il s'agit du gouvernement par les citoyens les plus vertueux en vue de la satisfaction de l'intérêt général.

En ce qui concerne la politie :

- c'est la meilleure forme de gouvernement, celle du gouvernement par le plus grand nombre en vue de l'intérêt général. Mais ce n'est pas un régime spécifique, c'est le plus souvent une combinaison de l'aristocratie et de la démocratie. La politie est donc par définition un régime mixte ;

- cette mixité se retrouve dans ses différentes composantes :

les lois ne privilégient aucune catégorie particulière de la population ; les dirigeants sont élus par tous les citoyens, sans condition de cens, ce qui se rapproche de la démocratie, mais, du fait de leur sélection, ils sont les plus vertueux, ce qui distingue l'aristocratie ; ce régime

permet d'atteindre ce qu'Aristote appelle une eunomie, autrement dit un bon gouvernement fondé sur la justice, ce qui exige à la fois l'élaboration de bonnes lois et le respect de ces dernières.

Finalement, Aristote ne recommande aucune forme de gouvernement en particulier. Le critère fondamental est la satisfaction de l'intérêt général. Celle-ci peut être recherchée par des régimes de royauté, d'aristocratie ou de politie. Toutes les autres formes de gouvernement, qu'il s'agisse de la tyrannie, de l'oligarchie ou de la démocratie, sont dégradées car elles privilégient la satisfaction des intérêts d'une partie de la population.

De plus, Aristote considère qu'aucune catégorie du peuple n'a de vocation particulière à exercer le pouvoir : ni les plus riches, ni les plus pauvres, ni les plus vertueux. La meilleure forme de gouvernement repose sur la souveraineté du peuple : « La majorité, en effet, dont chaque membre n'est pas un homme vertueux, peut cependant par l'union de tous, être meilleure que cette élite, non pas individuellement mais collectivement, de

même que les repas à frais communs sont meilleurs que ceux dont une seule personne fait la dépense. » (Politique, livre 3, XI, 3).

Enfin, le troisième critère du bon gouvernement est la souveraineté de la loi : « Les lois, à condition d'être correctement établies, doivent être souveraines, tandis que le magistrat ne doit décider souverainement que là où les lois sont totalement impuissantes à édicter des dispositions précises, par suite de la difficulté d'établir des règles générales pour tous les cas. » (Politique, livre 3, XI, 19).

Ces trois critères doivent amener la cité à suivre le «juste milieu », dont la recherche, ainsi que le souligne Aristote dans l'Ethique à Nicomaque, doit guider à la fois la vie de chaque homme et celle de la cité. Ce juste milieu est incarné par la classe moyenne, qui «se dérobe le moins aux charges et les brigue le moins. » (Politique, livre 4, XI, 4). Cette classe est à la fois celle qui est la plus en phase avec le «juste milieu», et celle dont

l'adhésion au gouvernement est indispensable à son maintien, car c'est la plus nombreuse.

Ainsi, Aristote a-t-il établi plus de trois siècles avant notre ère des critères essentiels qui ont profondément influencé les régimes actuels (notamment la Révolution française), et qui nourrissent encore les sciences politiques aujourd'hui.

CAPITALISME

Le capitalisme est un mode spécifique d'organisation de la production. Il se caractérise essentiellement par la propriété privée des moyens de production. Cette caractéristique est en général seulement partielle car la plupart des sociétés capitalistes connaissent également la propriété collective de certains moyens de production dans quelques domaines. Mais cette caractéristique a des conséquences essentielles sur l'organisation sociale car elle établit une distinction majeure entre les possesseurs de moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, selon la terminologie marxiste.

Le capital se définit comme un bien productif c'est-à-dire investi dans un processus de production. Ce bien peut être une somme d'argent mais aussi tout objet réel participant à un processus de production et rapportant donc un revenu : une forêt exploitée est un capital, un bateau utilisé pour le fret est un capital... A l'inverse, un trésor, au sens d'une thésaurisation d'objets précieux,

n'est donc pas un capital. De cette définition, il résulte que le capital est un facteur de production au même titre que le travail. Ces deux facteurs, lorsqu'ils sont investis en matières premières, machines, formation... aboutissent à la production de biens, matériels ou immatériels (services). Mais c'est justement à propos du capital que l'analyse libérale diverge fondamentalement de l'analyse marxiste. Pour les théoriciens libéraux en effet, le capital, au même titre que le travail, engendre de la valeur.

Aux origines du capitalisme

Elles sont lointaines. Dès le XIIe siècle apparaissent dans les villes d'Italie du nord les premières banques. Née de l'activité commerciale, la banque devient rapidement une activité indépendante. Les banquiers prestigieux s'orientent rapidement vers le financement des seigneuries italiennes et surtout des opérations maritimes lointaines. En effet, ainsi que le souligne Fernand Braudel dans son ouvrage *Civilisation matérielle. Economie et Capitalisme*, il ne faut pas confondre capitalisme et économie de marché. Les

échanges quotidiens, les trafics locaux ou plus lointains, mais frappés du sceau de l'habitude comme le commerce du blé ou du bois en mer Baltique, relèvent d'une simple économie de marché. Ces transactions sont quasiment transparentes, sans surprise et offrent un bénéfice sûr mais moyen.

D'une toute autre logique relève le commerce lointain et hasardeux avec les Indes ou l'Amérique. C'est dans ce type de processus qu'émerge clairement le capitalisme. Ce commerce est risqué, mais il échappe aux règles claires du marché et à la surveillance éventuelle des autorités en raison des distances énormes sur lesquelles il se déploie. Du fait de son opacité, du petit nombre d'acteurs, ce type d'échanges permet—mais n'implique pas forcément tant les risques sont élevés — de gros bénéfices. Ce sont ces bénéfices qui sont à l'origine de l'accumulation considérable de capitaux réalisée par certains négociants européens. Mais l'épanouissement du capitalisme dépend également du degré de tolérance de la société, de la plus ou moins grande complaisance de l'Etat à l'égard de ces pratiques.

En Europe, l'Etat et la société se sont montrés globalement favorables aux pratiques naissantes du capitalisme, même si ce degré de tolérance varie dans le temps et l'espace. L'Etat et la société français se sont ainsi révélés longtemps relativement réticents au capitalisme. Jusqu'à la monarchie de Juillet, la France est en effet gouvernée par une élite, aristocratique avant la Révolution puis militaire pendant l'Empire. Dans une cité-Etat comme Florence à la fin du moyen âge, il y a en revanche fusion entre l'ancienne noblesse féodale et la grande bourgeoisie marchande. Quoi qu'il en soit, la société européenne a favorisé l'éclosion puis l'épanouissement du capitalisme au contraire d'autres sociétés extra-européennes comme la société du monde musulman ou celle de Chine. Par le système des concours des mandarins, la société chinoise est certes ouverte aux ascensions sociales individuelles mais l'Etat chinois, omnipotent dans tous les domaines y compris économique (l'Etat est ainsi propriétaire éminent de toutes les terres et exerce une surveillance très pointilleuse sur les activités industrielles et marchandes),

bloque la constitution de riches dynasties capitalistes qui sont, en Europe, à l'origine du développement du capitalisme. A la Renaissance, le mode de production capitaliste se propage dans le secteur industriel. Il apparaît ainsi dès le XVI^e siècle en Flandres dans le domaine textile. Les anciens artisans drapiers passent progressivement sous la domination économique des marchands qui salarient ces artisans et orientent désormais la production.

Au cours du XVIII^e siècle, l'industrialisation apporte au capitalisme des possibilités de développement exceptionnelles. Des découvertes technologiques fondamentales se multiplient à partir du deuxième tiers du siècle des Lumières, elles permettent de multiplier ces machines qui donneront naissance aux premières industries capitalistes.

Caractéristiques du capitalisme

La caractéristique la plus frappante du capitalisme demeure l'accumulation, inédite jusque-là dans l'histoire, des moyens de production et des objets de consommation. Elle résulte évidemment de la conjonction entre capitalisme et industrialisation. L'accumulation des moyens de production provient à la base des progrès remarquables réalisés dans le domaine de la recherche. On note à cet égard l'accélération, sans précédent dans l'histoire humaine, des découvertes scientifiques. En deux siècles, les mécanismes de la recherche ont considérablement évolué. Le « bricoleur du génie » et le savant isolé cèdent progressivement la place à une recherche collective, institutionnelle, financée et orientée par des organismes étatiques ou des entreprises. Parallèlement, il y a accélération du passage des découvertes théoriques à leurs applications technologiques qui débouchent sur la multiplication ininterrompue des moyens de production. Cette évolution

est caractérisée par l'apparition de la fonction d'ingénieur.

La multiplication du nombre et du type des machines destinées à la production conduit à l'accumulation des biens de consommation. Ceux-ci sont à la fois plus nombreux mais aussi infiniment plus diversifiés qu'auparavant. Une fois satisfaits les besoins vitaux du plus grand nombre, la consommation se diversifie en effet selon un schéma établi dès le XIXe siècle par Engels. Elle s'oriente d'abord vers l'achat de biens durables puis dans un deuxième temps vers les services, ces biens immatériels qui sont désormais fondamentaux dans les économies capitalistes les plus développées.

Le rythme de l'accumulation, qu'il s'agisse des moyens de production ou des biens de consommation, varie bien évidemment dans le temps. Le Produit National Brut est l'indicateur économique qui permet de mesurer précisément l'évolution de cette accumulation dans le temps. Sur le long terme, les grands pays capitalistes présentent une relative constance du taux de

croissance de leur PNB depuis un peu plus d'un siècle. Les périodes où l'on enregistre un taux négatif sont exceptionnelles.

En revanche, les économistes ont très vite soupçonné le caractère cyclique du développement de ces économies sur le court terme. Dans ces cycles courts, on peut enregistrer des périodes de contraction courtes mais parfois violentes.

Capitalisme et évolutions sociales

Les bouleversements provoqués par le capitalisme dans la vie humaine sont multiples et entretiennent avec le développement du capitalisme d'indéniables rapports dialectiques. Les performances matérielles induites par le capitalisme, surtout à partir du moment où celui-ci est associé à l'industrialisation, modifient radicalement les modes de vie et l'évolution de l'espèce humaine.

La révolution démographique qui se développe dans les pays développés à partir de la fin du XVIIIe siècle est indissociable de l'émergence du mode de production capitaliste. L'évolution des techniques et des circuits

commerciaux agricoles fait disparaître les famines dans la majeure partie des pays d'Europe occidentale. Une nourriture plus abondante et peut-être surtout plus régulière explique la chute précoce du taux de mortalité dans ces Etats. Entre 1740 et 1800, le taux de mortalité en Angleterre, pays pionnier de la première industrialisation, passe de 38,5% à 27 %. La hausse lente mais indéniable des salaires — bien souvent sous la pression des luttes syndicales —, la baisse des coûts de revient due au développement du machinisme transforme progressivement cette masse humaine supplémentaire en autant de consommateurs.

L'accroissement démographique devient alors synonyme d'élargissement des marchés, véritable aubaine pour le capitalisme sans cesse à la recherche de nouveaux débouchés. Cette révolution démographique s'est diffusée depuis la Seconde Guerre mondiale au monde entier. Mais cette propagation est désormais déconnectée de l'industrialisation : dans les pays en voie de développement, la révolution démographique est un phénomène importé et non endogène.

Le capitalisme est à l'origine d'une évolution majeure dans le statut du travail. Nous avons en effet déjà souligné que le capitalisme divise nettement la société entre ceux qui détiennent des moyens de production et ceux qui louent leur force de travail. Ceci établit donc une situation de dépendance des seconds à l'égard des premiers. Cette dépendance n'est pas nouvelle dans l'histoire, il suffit pour s'en convaincre d'examiner les sociétés antiques dont le fonctionnement est essentiellement fondé sur l'esclavage.

Sans l'indispensable travail des esclaves qui libère le citoyen et lui permet d'assumer ses devoirs politiques, il n'est pas de démocratie athénienne. Mais la dépendance issue du travail dans les sociétés capitalistes présente des aspects particuliers : elle est d'abord généralisée à la quasi-totalité de la société ce que traduit le développement sans précédent du salariat ; elle est également individuelle dans la mesure où elle met face à face le patron et ses employés. Cette dépendance se traduit au début du développement du capitalisme par les effroyables conditions de vie des ouvriers caractérisées

par des salaires misérables et des conditions quasi carcérales dans les usines. L'histoire sociale depuis le XIXe siècle est l'histoire de lentes et chaotiques améliorations des conditions de travail et des salaires de la classe ouvrière. Mais cette amélioration est plus souvent conquise de haute lutte qu'octroyée. Cependant, c'est particulièrement à travers ce domaine social que le capitalisme manifeste ses exceptionnelles qualités d'adaptation. La hausse continue du niveau de vie du plus grand nombre depuis un siècle mais surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est devenue un moteur essentiel de la croissance économique des pays capitalistes : l'augmentation du pouvoir d'achat fournit autant de débouchés à l'industrie et aux services. Henri Ford l'avait déjà compris au début du XX^e siècle, qui voyait dans ses ouvriers non seulement des agents de production mais aussi des consommateurs potentiels.

Les moteurs du capitalisme

Le développement du capitalisme procède de la dynamique de certains phénomènes primordiaux.

Au cœur de ce système, se trouve l'inégalité de revenus. Toutes les sociétés humaines présentent une certaine dose d'inégalités qui peuvent tenir à l'argent mais aussi au prestige, au savoir...

L'inégalité des sociétés capitalistes provient essentiellement des revenus engendrés par la propriété privée des moyens de production. Ces revenus prennent la forme de profits qui sont en grande partie réinvestis dans le système productif et engendrent ainsi un phénomène cumulatif. Le processus de développement du capitalisme peut ainsi potentiellement provoquer une aggravation continue des inégalités sociales. Mais c'est sans compter avec la ductilité de ce système qui s'accommode sans trop de mal des mesures correctrices progressivement mises en place par les Etats. En effet, tous les Etats capitalistes ont peu à peu développé tout un arsenal de dispositions visant à corriger les effets par trop

inégalitaires du capitalisme : taxation des héritages, impôt sur les revenus, aides sociales conditionnées par le niveau des revenus...

Le capitalisme se nourrit également de la structuration inégalitaire de l'économie mondiale. Fernand Braudel, dans son ouvrage *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme*, explique que dès l'Antiquité, le monde est divisé en plusieurs zones économiques qu'il baptise « économies-mondes ». Une « économie monde » se définit en effet par deux caractéristiques : son implantation dans un espace géographique bien déterminé, sa structuration, d'un pôle central qui impulse le mouvement aune périphérie en position dominée. La dynamique du capitalisme est l'histoire de l'expansion de l'« économie-monde » européenne aux dimensions du monde tout entier. Le centre de cette « économie-monde » s'est certes maintes fois déplacé depuis la fin du moyen âge : il est ainsi passé de la Méditerranée à l'Europe du Nord puis a franchi l'Atlantique à partir de la Première Guerre mondiale. Mais un phénomène demeure à travers les

siècles : le capitalisme se nourrit de la structuration inégalitaire de la planète. Les économies capitalistes se sont construites — au moins partiellement — grâce aux échanges inégaux avec la périphérie de son espace économique : produits coloniaux des plantations esclavagistes de l'Amérique, matières premières à bas coûts (coton, caoutchouc, pétrole...). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la phase de décollage du capitalisme industriel dans la seconde moitié du XVIIIe siècle coïncide avec la première expansion coloniale de l'Europe (britannique notamment). La colonisation menée par la Grande-Bretagne présente un double aspect : elle permet à la métropole de se fournir à bon compte de ces précieuses denrées coloniales que nous avons déjà évoquées mais elle crée également de vastes marchés. La colonisation britannique, contrairement à celle de la France, est en effet une colonisation de peuplement : l'émigration anglaise atteint en effet entre 1836 et 1900 plus de huit millions de personnes contre à peine un million pour la France. Il convient cependant de rester nuancé : l'exploitation coloniale du monde n'est pas

l'unique facteur d'expansion du capitalisme européen. Il n'est pas non plus toujours un facteur essentiel. Dans le cas britannique, le rôle de la colonisation dans le développement du capitalisme est indéniable. Mais une grande puissance économique comme l'Allemagne, qui a certes démarré plus tard son processus d'industrialisation, n'a jamais été une grande puissance coloniale, ce qui n'a pas empêché son décollage capitaliste. Les bénéfices que le capitalisme français a pu tirer des possessions françaises d'outre-mer ne laissent pas également d'être ambigus. Comme l'a montré Jacques Marseille dans son ouvrage *Empire colonial et capitalisme français*, la période d'essor du capitalisme français, de son entrée dans la modernité, correspond au temps de la décolonisation. Les colonies ont, semble-t-il, surtout servi de « béquille » à un capitalisme qui se heurte jusqu'à la Seconde Guerre mondiale à l'insuffisance du marché intérieur. Résumant cette situation, le général de Gaulle déclare ainsi dans une conférence de presse d'avril 1961 : « L'Algérie nous coûte — c'est le moins qu'on puisse dire — plus cher qu'elle ne nous apporte »..]

Voici que notre grande ambition nationale est devenue notre propre progrès, source réelle, de la puissance et de l'influence. C'est un fait, la décolonisation est notre intérêt et, par conséquent, notre politique. »

Le capitalisme est un système qui se caractérise par sa souplesse remarquable. Il a su s'adapter tout au long de son histoire à des contraintes externes, notamment celles imposées par l'Etat. L'Etat a en effet puissamment contribué à faire évoluer le capitalisme européen et américain. La crise de 1929 marque à cet égard une rupture majeure. Jusqu'à cette période, l'intervention de l'Etat dans le domaine économique restait extrêmement discrète et limitée. L'ampleur de la dépression économique qui éclate à cette date et sa longueur forcent les Etats à intervenir, au moins pour atténuer les effets sociaux les plus dévastateurs de la crise. Les modalités d'intervention des grands Etats capitalistes sont certes très différentes selon les pays mais un point est désormais acquis partout : la légitimité et même la nécessité d'une intervention de l'Etat dans le domaine

économique, intervention destinée à corriger ou infléchir les effets négatifs du capitalisme. Le retrait massif de l'Etat du domaine économique que nous observons actuellement ne remet pas en cause l'infléchissement majeur de 1929 : il est dorénavant impossible que l'Etat revienne au niveau d'engagement insignifiant qu'il avait au XIXe siècle.

الحرية في العصر الحديث :

شهدت أوروبا في مراحل تطورها صراعا مريرا وطويلا لعبت فيه الحرية كشعار ومفهوم وكهدف دورا حاسما. ولا نبالغ إذا قلنا بأن مفكري عصر النهضة الأوروبي كانوا متأثرين أكبر التأثير بالاجتهادات والتحليلات اليونانية القديمة من جانب، وبكثير من تلك الإضاءات المشرقة التي قدمها التراث العربي - الإسلامي في شتى الميادين، خاصة فيما يتعلق بقضية الحرية من جانب آخر.

تصدى مفكرو عصر الإصلاح والنهضة الأوروبية أول ما تصدوا إلى ظاهرة التشدد في القوانين الأخلاقية والدينية التي وضعتها الكنيسة فوق أي نقاش. فناضلوا ضد هيمنة فكرة الإيمان المطلق، ونادوا بحرية العقل، وحرية الفكر، وواجهوا في ذلك مواجهة قاسية الإجماع الكنسي الصارم، وكافة أشكال القمع والتنكيل من قبل المؤسسة الدينية الظالمة. ولا غرابة أن نجد جلّ منظري وفلاسفة هذا العصر كانوا فقهاء في الكنائس المسيحية المختلفة. فحتى " هيغل " الذي يعتبره الجميع، دون استثناء، الأب الروحي للفلسفة الغربية الحديثة، ظل مخلصا للإنجيل ولثالوث الدين المسيحي المقدس، الأمر الذي طبع فكره بطابع مثالي صرف.

إننا لن نستطيع أن نتعرض إلى التراث الأوروبي هنا بإسهاب، فهذه المداخلة المتواضعة تجاوزت حيزها المحدد لها، ولكننا سنضطر إلى التعامل الموجز مع أهم مدارس هذا التراث، ونضع الخطوط العريضة لأهم مدرستين هما : المدرسة الليبرالية والمدرسة الاشتراكية.

المدرسة الليبرالية :

تغنى فقهاء هذه المدرسة بالمبادرة الفردية، وحرية الاختيار. وحاولوا تأسيس سلطة الفرد على ذاته وفكره وبدنه، وركزوا على مفهوم الذات الذي ينطلق من الإنسان باعتباره الفاعل صاحب الاختيار والمبادرة. تقر الليبرالية في صورتها المبسطة بأن الفرد هو أصل المجتمع، وأن الحرية هي حقه البديهي والطبيعي. لذلك يملك الفرد بالبدئية سلطانا مطلقا على ذاته، أي على جسمه وحركته وعقله أو ذهنه. له إذا حقوقا كاملة ودائمة فيما يتعلق بالاعتقاد والرأي، بالكسب والملكية. إن التعبير عن الرأي بحرية هو من مستتبعات سلطان الفرد على ذهنه أو عقله، وامتلاك ثمرات الكسب هو من مستتبعات سلطان الفرد على جسمه ونشاطه.

وخلاصة هذا المذهب هي أن الإنسان الفرد هو وحده الحقيقة الاجتماعية والطبيعية الثابتة، وعلى ذلك فالفرد له في ظل الجماعة مطلق الحرية والمقدرة والإرادة على تنمية ذاتيته بدون أية قيود مرهقة، أو حدود ضيقة.

لقد رفعت الليبرالية، في الجانب السياسي، مبادئ حرية الفكر والعبادة، وحرية الاعتقاد، وحرية القول، وحرية الصحافة، وحرية الاجتماع. وركزت كذلك على أهمية حرمة المسكن والمراسلات، وأيضاً على مسؤولية وتساوي المواطنين أمام المحاكم، وثبتت مبدأ استقلالية القضاء، ومبدأ الفصل بين السلطات التشريعية والتنفيذية والقضائية. كما أكدت مبدأ حماية حق الملكية وربطته بالعمل والمجهود البشري. فمثلاً أوضح " لوك " أن الملكية هي هذا : "الشيء الذي مزجه الإنسان بعمله، لأن العمل في الواقع هو الذي يخلق الفرق في قيم الأشياء." لقد كان هذا المذهب الذائع هو الذي اعتمده كل من "آدم سميث" و"ريكاردو" عندما قاما بدراسة وبحث النظام الاقتصادي للإقطاع، ونظروا تمهيدا لصعود وانتصار نمط الإنتاج البرجوازي الرأسمالي .